

Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le

Plan d'occupation du sol

« Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch »

Exposé des motifs

L'élaboration du plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch » s'inscrit dans la planification d'urgence d'accueil massif de demandeurs de protection internationale dont la coordination a été confiée au Haut-Commissariat à la Protection Nationale (HCPN) par le Gouvernement en conseil en date du 24 juillet 2015 sur demande de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration. Les plans d'occupation du sol sont destinés à désigner les terrains nécessaires à l'établissement de centres de primo-accueil moyen terme.

1. Considérations générales

La crise au Moyen-Orient et en particulier les guerres civiles en Irak et en Syrie ont généré d'importants flux de migrants en direction de l'Europe.

Le Luxembourg figure parmi les Etats signataires de la « Convention relative au statut des réfugiés » signée en date du 28 juillet 1951.

Ainsi, au Luxembourg, le mandat pour la planification d'urgence d'accueil massif de DPI a été confié au HCPN qui effectue ces travaux ensemble avec l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) et en coopération étroite avec une multitude d'acteurs publics et privés.

Dans sa séance du 11 septembre 2015, le Conseil de Gouvernement a approuvé le concept pour la première phase d'urgence élaboré par le HCPN en collaboration avec l'OLAI.

Dans ce cadre, deux catégories de centres de primo-accueil (CPA) ont été créées ou sont en cours de création :

- Des CPA court terme à installer et à activer dans un laps de temps assez court);
- Des CPA moyen terme dont la mise en service pourrait se faire à partir de mi-2016 (villages-conteneurs pour environ 300 DPI par site sur des sites distincts avec une extension projetée jusqu'à 600 lits par site – 4 personnes par conteneur au lieu de 2. Cette extension ne se fera uniquement en cas d'urgence absolue et sur décision du Gouvernement en conseil).

Le HCPN assure la coordination de l'identification, de la mise en place et de l'équipement des CPA ensemble avec notamment l'OLAI, l'Administration des services de secours (ASS) pour le court terme et l'Administration des Bâtiments Publics (ABP) pour le moyen terme.

L'OLAI assure ensemble avec ses partenaires (Croix-Rouge, Caritas, etc.) l'exploitation des CPA et l'encadrement des DPI.

Les CPA moyen terme sont destinés à l'accueil des demandeurs de protection internationale. Une fois qu'elles ont obtenu le statut de bénéficiaires de protection internationale, ces personnes sont réparties sur l'ensemble des communes du pays. Pendant une courte période transitoire au cours de laquelle leur relogement est organisé, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale continuent à résider sur le site.

Dans sa séance du 23 octobre 2015, le Conseil de Gouvernement a décidé de charger le ministre ayant le Développement durable et les Infrastructures dans ses attributions en collaboration avec un groupe de travail de l'élaboration de quatre plans d'occupation du sol (POS) avec l'objet d'y établir lesdites structures d'accueil sur les territoires des communes de Diekirch, Junglinster, Mamer et Steinfort.

2. Le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch »

Le POS « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch » a, comme son nom l'indique, pour objectif de désigner une zone dans laquelle des structures d'accueil provisoires – les centres de primo-accueil moyen terme – peuvent être érigées.

En effet, le plan d'occupation du sol est un instrument prévu par la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire qui porte sur l'aménagement d'une aire déterminée, définie à l'échelle cadastrale, en y conférant une affectation précise et détaillée, en interdisant des affectations déterminées ou en soumettant celles-ci à des conditions particulières.

D'après l'art. 19(1) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, le POS déclaré obligatoire modifie de plein droit les plans et projets d'aménagement général et les plans et projets d'aménagement particulier des communes.

La partie écrite de l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le POS en question contient des indications quant au mode et au degré d'utilisation du sol ainsi que l'intégration dans le tissu urbain existant des terrains ou ensembles de terrains qui en font l'objet.

L'obligation internationale justifie la mise en œuvre de l'instrument du POS. En effet, les communes seules ne doivent pas porter la charge administrative et la responsabilité qui découle de cet enjeu national. Dans ce contexte, l'instrument du POS permet une approche nationale.

Par ailleurs, la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement impose une évaluation environnementale stratégique à tout plan ou programme élaborés pour les secteurs de l'aménagement du territoire urbain

et rural ou de l'affectation des sols et qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets énumérés aux annexes I et II de la directive modifiée 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement pourra être autorisée à l'avenir.

Or, l'article 2(3) introduit une dérogation pour les plans et programmes qui déterminent l'utilisation de petites zones au niveau local ou des modifications mineures de plans ou programmes existants. Ainsi, il a été décidé de déroger à l'obligation d'élaboration d'une évaluation environnementale stratégique pour le POS « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch » étant donné que seules de petites zones au niveau local sont concernées. Cette décision a été prise par le ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions, la ministre de l'Environnement ayant été entendu en son avis.

Toutefois, afin d'écartier tout risque d'incidence sur l'environnement, il a été procédé à une évaluation sommaire des incidences environnementales. Celle-ci conclut qu'aucune incidence notable n'est à attendre lors de la mise en œuvre du plan susmentionné.

Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le

Plan d'occupation du sol

« Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch »

Commentaire des articles

Ad article 1^{er}

L'article 1^{er} dispose que le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch » est déclaré obligatoire conformément aux exigences légales posées par la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire.

Ad article 2

L'article 2 introduit la partie graphique du plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch » qui fait partie intégrante du projet de plan.

Ad article 3

L'article 3 définit le mode d'occupation du sol des terrains couverts par le projet de plan d'occupation du sol.

Ad article 4

L'article 4 précise le mode d'occupation du sol.

Ad article 5

Tel que prescrit par l'article 11 de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, l'article 5 précise le degré d'utilisation du sol en définissant un plafond pour le coefficient d'occupation du sol (COS) et le coefficient d'utilisation du sol (CUS). Le COS et le CUS sont des applications des coefficients de densité issus du règlement grand-ducal du 28 juillet 2011 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune.

Ad article 6

En définissant le recul par rapport aux limites de parcelle et en limitant la hauteur des infrastructures destinées au séjour, l'article 6 donne des indications concernant l'intégration dans le tissu urbain existant des terrains concernés.

Ad article 7

L'article 7 précise que la partie graphique du projet de POS – dont seuls les plans originaux font foi et non les reproductions – est consultable auprès du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, ainsi qu'auprès de l'administration communale de Diekirch.

Ad article 8

L'article 8 dispose que la mise en valeur des terrains classés en zone de bâtiments et d'aménagements publics par le présent règlement se fera directement sur base du plan d'occupation du sol, c'est-à-dire que l'établissement préalable d'un plan d'aménagement particulier n'est pas nécessaire.

Ad article 9

Formule exécutoire.

**Avant-projet de règlement grand-ducal du XXX déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol
« Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés
de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à
Diekirch »**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, et notamment ses articles 12 à 14 ;

Vu la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu l'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 23 octobre 2015 concernant l'élaboration de quatre plans d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale ;

Vu la délibération du conseil communal de la commune de Diekirch du ... ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire en date du ... ;

Vu les observations introduites dans le cadre de la procédure prévue à l'article 13 de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ;

Les avis de la Chambre de ... ayant été demandés ;

Vu l'article 2, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons:

Art. 1^{er}.

Est déclaré obligatoire le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch ».

Art. 2.

Les terrains couverts par le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch » sont définis sur un document cartographique à l'échelle 1 : 2 500 et intitulé « plan d'ensemble » couvrant une partie du territoire de la commune de Diekirch.

Le document graphique cité ci-dessus constitue la partie graphique du plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch » et fait partie intégrante du présent règlement.

Art. 3.

Les terrains définis à l'article 2, couverts par le présent plan d'occupation du sol, sont classés comme zone de bâtiments et d'équipements publics (ZBEP) et sont des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées.

Art. 4.

La zone de bâtiments et d'équipements publics est destinée à l'habitation temporaire de demandeurs de protection internationale, de déboutés de la procédure de protection internationale et de

bénéficiaires d'une protection internationale. Elle peut accueillir tout équipement lié à l'organisation et au bon fonctionnement de la vie communautaire y compris les infrastructures de viabilisation du site.

Art. 5.

La densité de construction ne pourra dépasser un coefficient d'occupation du sol (COS) maximal de 0,25 et un coefficient d'utilisation du sol (CUS) maximal de 0,4.

Art. 6.

La distance des infrastructures destinées au séjour de personnes par rapport aux limites de parcelle sera d'un minimum de 5 m. Aucun recul par rapport à la voie publique n'est nécessaire.

La hauteur maximale des infrastructures destinées au séjour est limitée à deux niveaux pleins.

Art. 7. La partie graphique du plan d'occupation du sol «Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch » peut être consultée auprès du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, ainsi qu'auprès de l'administration communale de Diekirch.

Seuls les plans originaux font foi. Les plans reproduits ou réduits n'ont qu'un caractère indicatif.

Art. 8.

La mise en valeur des terrains classés en zone de bâtiments et d'aménagements publics par le présent règlement se fera directement sur base du plan d'occupation du sol.

Art. 9. Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre du Développement durable et des Infrastructures XXX, le

François Bausch

Henri





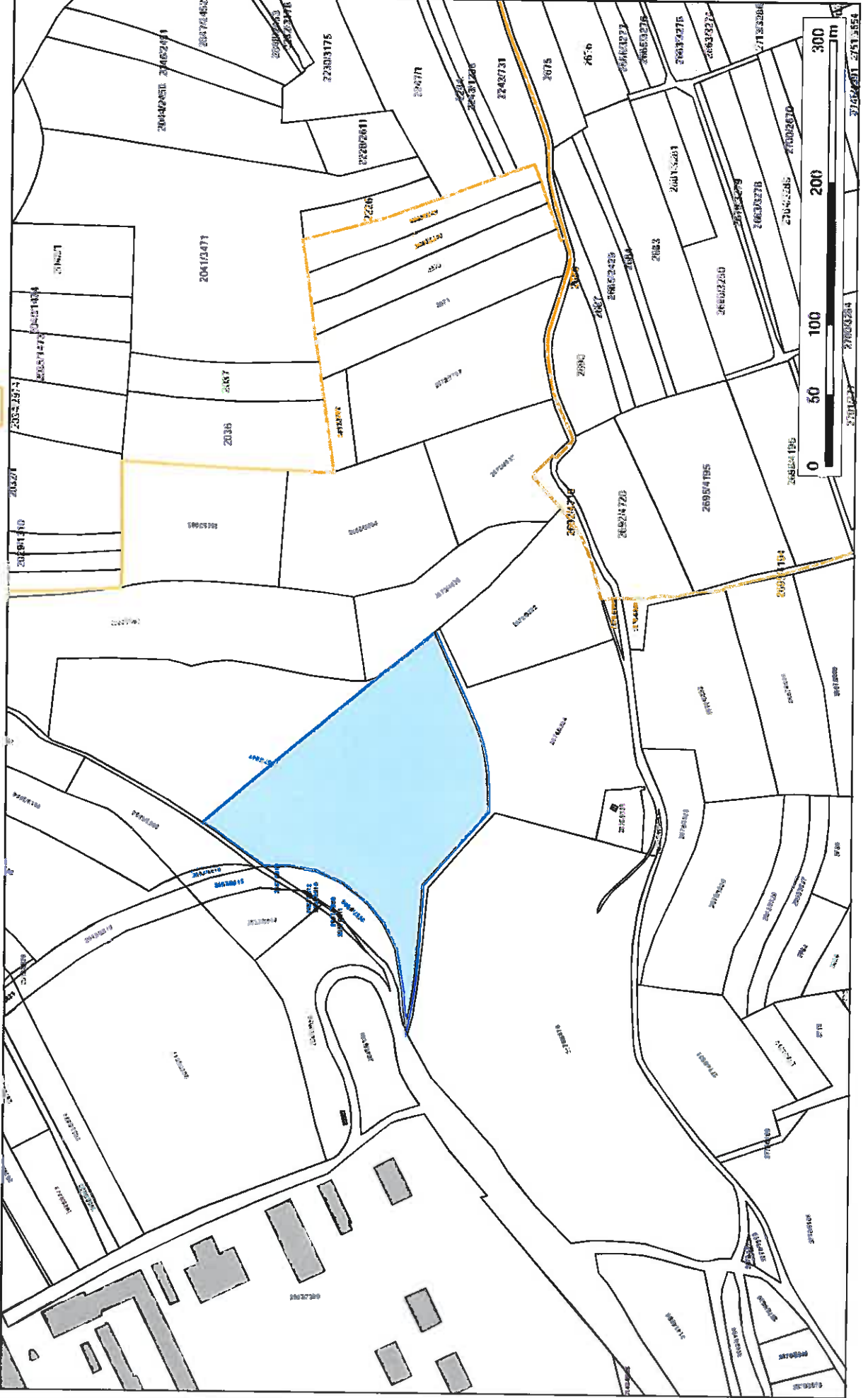
LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'aménagement du territoire

Projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch »
Plan d'ensemble - Commune de Diekirch

Fond de carte : Extrait de plan cadastral révisés (V10) © Copie Cadastre - Tous droits réservés / Échelle du Grand-Duché de Luxembourg - Copie et reproduction interdites.
Échelle : 1:2500

-  Zones de bâtiments et d'équipements publics (ZBEP)
-  Limite communale



Fiche financière.

Non applicable.

Gemeinde Diekirch
Umwelterheblichkeitsprüfung
für das Camp DPI
auf der Fläche "Galgenberg"

SUP PHASE 1: UMWELTERHEBLICHKEITSPRÜFUNG



Livange, den 10. November 2015

Auftraggeber:

Administration des bâtiments publics



10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg
oliver.hames@bp.etat.lu

Auftragnehmer:

Association momentanée

ENVIRO SERVICES INTERNATIONAL s.à.r.l. 

16, Rue Geespelt • L-3378 Livange
nthien@enviro.lu • www.enviro.lu

DEWEY MULLER
architekten und stadtplaner architectes et urbanistes

15b, bd. Grande-Duchesse Charlotte • L-1331 Luxembourg

Tel. +352 263 858-1 Fax. +352 263 858-50

www.deweymuller.com

INHALTSVERZEICHNIS

1. EINLEITUNG	6
2. INHALTE UND ZIELE DES POS	7
3. RAHMENBEDINGUNGEN	8
3.1 PROGRAMME DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (PDAT) 2003	8
3.3 DIE SEKTORIELLEN PLÄNE	9
3.1.1 Plan directeur sectoriel transports (PST) avant-projet mai 2014	10
3.1.2 Plan directeur sectoriel logement (PSL) avant-projet mai 2014	10
3.1.3 Plan directeur sectoriel zones d'activités économiques (PSZAE) avant-projet mai 2014	11
3.1.4 Plan directeur sectoriel paysage (PSP) avant-projet mai 2014	11
3.1.5 Plan directeur sectoriel lycées (PS-Lycée)	12
3.1.6 Plan directeur sectoriel Décharges pour déchets inertes (PS-déchets)	12
3.1.7 Plan directeur sectoriel stations de base pour réseaux publics de communication mobiles	12
3.2 PLAN NATIONAL POUR LA PROTECTION DE LA NATURE (PNPN)	12
3.3 PLAN NATIONAL DU DEVELOPPEMENT DURABLE (PNDD)	12
3.4 ENTWURF DES HOCHWASSERRISIKOMANAGEMENTPLANS (HWRM-PL)	13
4. UMWELTZUSTAND UND BEWERTUNG DER SCHUTZGÜTER	13
4.1 SCHUTZGUT BEVÖLKERUNG UND GESUNDHEIT DES MENSCHEN	13
4.2 SCHUTZGUT PFLANZEN, TIERE, BIOLOGISCHE VIelfALT	18
4.3 SCHUTZGUT BODEN	30
4.4 SCHUTZGUT WASSER	33
4.5 SCHUTZGUT KLIMA UND LUFT	39
4.6 SCHUTZGUT LANDSCHAFT	40
4.7 SCHUTZGUT KULTUR- UND SACHGÜTER	41
5. UMWELTERHEBLICHKEITSPRÜFUNG	42
5.1 FLÄCHE GALGENBERG	42
5.2 WIRKUNGSANALYSE UND ERHEBLICHKEITSPRÜFUNG	42
6. KUMULATIVE AUSWIRKUNGEN AUF DIE UMWELTZIELE	43
7. SCHLUSSFOLGERUNG	46

Abbildungsverzeichnis

Abbildung 1: Grillplatz auf dem Galgebierg	18
Abbildung 2: Auszug aus dem Plan E061 017 13 EnvironnementNaturel, Stand 01.11.2009	19
Abbildung 3: Auszug aus dem Offenlandbiotopkataster auf emwelt.geoportail.lu	20
Abbildung 4: Korridor und Sichtung der Wildkatze in Diekirch	26
Abbildung 5: Distanz weiterer geschützter Arten zur Fläche, (Eigene Darstellung ESI auf Basis der MNHN-Daten (1994-2014))	28
Abbildung 6: Auszug aus der allgemeinen geologischen Karte Luxemburg (Ministère des Travaux public, 1992, in Etude préparatoire, section 1)	30
Abbildung 7: Hangneigung im Bereich der Fläche DPI	31
Abbildung 8: Oberflächenwasserentsorgung des Camp DPI	35
Abbildung 9: Ausschnitt Servitutenkarte	36
Abbildung 10: Ausschnitt aus der Klimafunktionskarte Nord	40

Anhang

- A Wirkungs- und Erheblichkeitsmatrix Fläche "Galgebierg"
- B Plan "Camp DPI" (Schröder & Associés 09.11.2015)
- C Stellungnahme ProChirop Galgebierg - Fledermauskundliche Stellungnahme zur POS Fläche "Galgenberg" in der Gemeinde Diekirch (ProChirop 16.10.15)
- D Avis COL Galgebierg - Analyse der avifaunistischen Daten in Bezug zum Planareal "Galgebierg" in der Gemeinde Diekirch(Centraleornithologie19.10.2015)
- E Avis Chat sauvage SUP PAG Diekirch -Évaluation environnementale stratégique du PAG de la Ville de Diekirch Avis Chat sauvage (Fellssilvestris) (Geodata 19 mai 2014)
- F MNHN Daten für die Gemeinde Diekirch (nur auf CD)
- G Auszug Innenkartierung verändert auf Basis von "Servitutesenvironnementales - situation novembre" 2009, TR-Engineering und planet + 2009)

Abkürzungsverzeichnis

ACT	Administration du Cadastre et de la Topographie
CNRA	Centre national recherche archéologique
EP	Etude préparatoire
FFH	Flora-Fauna-Habitat
ha	Hektar
HWRM-PL	Hochwasserrisikomanagementplan
IVL	Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept
MDDI	Ministère du Développement durable et des infrastructures
MIV	Motorisierter Individualverkehr
ÖPNV / ÖV	Öffentlicher (Personennah)Verkehr
PDAT	Programme Directeur d'Aménagement du Territoire
PNPN	Plan National Pour la Protection de la Nature
PNDD	Plan National pour un Développement Durable
POS	Plan d'occupation du sol
PS	Plan directeur sectoriel
PSL	Plan (directeur) sectoriel "logement"
PSP	Plan (directeur) sectoriel "paysage"
PST	Plan (directeur) sectoriel "transport"
PSZAE	Plan (directeur) sectoriel "zones d'activités économique"
RGD	Règlementgrand-ducal
SUP	StrategischeUmweltprüfung
UEP	Umwelterheblichkeitsprüfung

1. Einleitung

Die Arbeitsgemeinschaft Enviro Services International + Dewey Muller wurde beauftragt, die strategische Umweltprüfung (SUP) im Rahmen der Erstellung eines POS zur Errichtung einer Erstaufnahmeeinrichtung für Flüchtlinge auf dem Härebierg in der Gemeinde Diekirch durchzuführen.

Aufgabe der SUP ist es, mögliche negative Auswirkungen auf die Umwelt frühzeitig zu erkennen um ggfs. gegensteuern zu können. Vermeidungs- und Minimierungsmaßnahmen, sowie Alternativen sind zu berücksichtigen bzw. zu benennen. Das Ministère du Développement Durable et des Infrastructures (MDDI), Département Environnement, hat am 07.06.2010 die zweite Fassung eines Leitfadens herausgegeben, in dem Vorgehen und Inhalt einer SUP festgehalten sind.

Generell lässt sich die SUP in zwei Schritte untergliedern:

1. Eine Umwelterheblichkeitsprüfung (UEP), deren Ergebnisse vom MDDI anerkannt werden müssen; dieser Teil ist im vorliegenden Bericht dokumentiert.
2. Ein Umweltbericht (UB), welcher die als erheblich identifizierten Eingriffe in die Umwelt im Detail untersucht, sowie Vorschläge zur Vermeidung, Reduzierung und/oder Ausgleich enthält. Die Umsetzung des UB ist an einen Bescheid des MDDI gebunden.

Aufgrund der Dringlichkeit der Umsetzung dieses Vorhabens werden mögliche Konflikte mit der Umwelt vorausschauend im Hinblick auf die Phase 2 betrachtet und Maßnahmen zur Abhilfe bereits in diesem Stadium der SUP vorgeschlagen.

2. Inhalte und Ziele des POS

Im Rahmen der Aufnahme von Flüchtlingen aus Krisengebieten stellt der Staat Luxemburg eine Fläche für die Errichtung eines Containerdorfes zur Unterbringung der Hilfesuchenden über einen geplanten Zeitraum von 5 Jahren zur Verfügung.

In der E-Mail von Herrn Hames am 21.10.2015 heißt es:

"La proposition de faire élaborer des plans d'occupation du sol s'inscrit dans le plan d'urgence d'accueil massif de demandeurs de protection internationale dont la coordination a été confiée au Haut-Commissariat à la Protection Nationale par le Gouvernement en Conseil en date du 24 juillet 2015 sur demande du Ministère de la Famille et de l'Intégration. Les plans d'occupation du sol sont destinés à désigner les terrains nécessaires à l'établissement de centres de primo-accueil moyen terme."¹

Insgesamt sind derzeit vier POS in Mamer, Steinfort, Junglinster und Diekirch vorgesehen. Die vorliegende SUP behandelt lediglich die Fläche auf dem Härebiert im Gemeindegebiet Diekirch.

Weitere POS werden voraussichtlich folgen. Sie durchlaufen alle einzeln, aber zeitlich parallel die nachstehend aufgeführten Punkte der Prozedur zur Erstellung eines POS:

Procédure législative d'un POS dans le cadre de la loi du 30 juillet 2013

0. Elaboration du projet de POS
1. Aval du Gouvernement en conseil pour la transmission du projet de POS à la commune de Diekirch /Communication du projet de POS au CSAT.
2. Dépôt du projet à la maison communale/ Enquête publique / Tenue d'une réunion d'information.
3. Transmission des observations du public et des avis du Conseil communal au ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions / Transmission de l'avis du CSAT au ministre ayant l'AT dans ses attributions.
4. Transmission des observations et avis visés au point 3. ainsi que des observations du ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions au ministre ayant l'AT dans ses attributions.

¹Hames, O. (2015): Email bezüglich " Exposé des motifs"am 21.10.2015

5. Le ministre ayant l'AT dans ses attributions propose les suites à donner (modifications éventuelles) au projet de POS / Eventuellement, aval du Gouvernement en conseil pour le lancement de la procédure réglementaire.
6. Transmission du projet de POS au Conseil d'Etat ainsi qu'aux chambres professionnelles principalement compétentes / Possibilité d'amendements.
7. Contreseing du Gouvernement en conseil.
8. Signature du Grand-duc.
9. Publication au Mémorial.²

3. RAHMENBEDINGUNGEN

In diesem Kapitel werden umweltrelevante Aspekte der übergeordneten Planungsebenen betrachtet. Der Vollständigkeit halber werden alle übergeordneten Programme und Planungen erwähnt und deren Umweltrelevanz ggfs. kurz beschrieben.

Hierzu ist anzumerken, dass sich die plans sectoriels momentan in einer Überarbeitungsphase befinden und daher die Inhalte der bisherigen plans sectoriels als Grundlage für die UEP dienen.

3.1 Programme Directeur d'Aménagement du Territoire (PDAT) 2003

Die wesentlichen Aspekte des PDAT lassen sich wie folgt zusammenfassen

- Die Fläche auf dem Härebierg gehört zur Gemeinde Diekirch und damit zum regionalen Planungsraum « centre-Nord »
- Die Gemeinden Diekirch und Ettelbruck bilden den Kern der Nordstad und gelten als «centre de développement et d'attraction (CDA) d'ordre moyen», welches im Verhältnis zum CDA Luxembourg-ville (ordre supérieur) gestärkt werden soll
- Umweltrelevante Rahmenbedingungen gibt das PDAT für das Gemeindegebiet Diekirch nicht vor³

²Hames, O. (2015): Email bezüglich "POS Prozedur" am 21.10.2015

³MIAT/MEV (2003): Programme directeur d'Aménagement du Territoire (PDAT)

3.2 Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept (IVL) 2004

Das IVL unterscheidet zwei Szenarien der zukünftigen Entwicklung des Landes, das Pendler-szenario und das Einwohnerszenario. Unabhängig davon, welches Szenario diskutiert wird, kommt das IVL zu dem Ergebnis, dass Diekirch nicht über ausreichend Reserveflächen verfügt, um das angestrebte Wachstum gewährleisten zu können. Verantwortlich dafür ist die Lage an der Sauer mit ihren Überschwemmungsgebieten sowie an den steilen Hängen, die eine Erschließung erschweren oder gar verbieten. Vorgaben aus dem Bereich Natur und Landschaft trifft das IVL für Diekirch nicht.⁴

3.3 Die sektoriellen Pläne

Die „plans directeurs sectoriels“ - im Folgenden PDS genannt - werden in PDS primaires und PDS secondaires unterschieden. Die PDS primaires behandeln die drei großen Handlungsfelder, die im PDAT genannt sind: die städtebauliche Entwicklung, den Transport sowie die Umwelt und die natürlichen Ressourcen. Diese Pläne haben direkte Auswirkungen auf den Raum und die Bodennutzung auf nationaler Ebene und geben einen Rahmen für die mittel- und langfristige räumliche Entwicklung.

Die PDS primaires sind:

- PDS « transports »
- PDS « logement »
- PDS « paysages »
- PDS « zones d'activités économiques »

Die PDS primaires sind im Juni 2014 in die Prozedur gegangen aber noch im Dezember 2014 wieder zurückgezogen worden. Daher können kommunale Planungen und private Vorhaben nicht mehr mit Verweis auf die PDS abgelehnt werden. Um die landesplanerischen Überlegungen dennoch einzubeziehen, sollen wesentliche Ziele, die in den PDS formuliert sind im Rahmen der SUP betrachtet werden, wenn sie die Planungen in Diekirch betreffen.

⁴MIAT/MEV (2004): Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept (IVL)

Die PDS secondaires betreffen Einrichtungen, deren Organisation und räumliche Verteilung auf nationaler Ebene geregelt werden sollen. Dies sind:

- PDS «lycées»
- PDS «décharges pour déchets inertes»
- PDS «stations de base pour réseaux publics de communications mobiles»

Die drei PDS secondaires sind bereits verabschiedet und somit rechtsverbindlich.

3.1.1 Plan directeur sectoriel transports (PST) avant-projet mai 2014

Die Reduzierung des motorisierten Individualverkehrs (MIV), die Stärkung des öffentlichen Verkehrs (ÖV) sowie auch die Förderung der sanften Mobilität sind wesentliche Ziele der künftigen Entwicklung.

Diskutiert wird das Ziel, bis 2020 einen Modal Split von 25 % für den öffentlichen Verkehr gegenüber 75 % für den motorisierten Individualverkehr sowie 25 % für den Fuß- und Radverkehr gegenüber 75 % für den gesamten motorisierten Verkehr zu erreichen.

Auf diese Thematik wird im Kapitel 4.1 (Verkehrsbelastungen) sowie unter dem Ziel 08 Verbesserung des Modal Split zwischen ÖV und MIV auf 25/75 noch im Detail eingegangen.

Innerhalb des Gemeindegebietes liegen zwei Projekte, die jedoch nicht die Fläche auf dem Härebierg betreffen.⁵

3.1.2 Plan directeur sectoriel logement (PSL) avant-projet mai 2014

Die landesplanerischen Ziele bezüglich des Wohnungsbaus haben eine erhebliche Tragweite für die Gemeinden im Großherzogtum.

Wichtigste Aufgabe des Landes ist es, die Versorgung mit Wohnraum für die Bevölkerung zu sichern und eine ausgewogene Verteilung der Bevölkerung nach den Kriterien einer nachhaltigen Raum- und Verkehrsentwicklung zu erreichen. Eine nachhaltige Entwicklung läuft unter den Prämissen der Innenentwicklung und der Minimierung der Inanspruchnahme neuer Flächen ab. Eine ungesteuerte Entwicklung über ein Gemeindegebiet hinweg oder tentakelartige Entwicklungen u.a.m. sollen vermieden werden.

⁵Ministère des transports & MDDI (2014): Plan sectoriel "Transport" - Document technique explicatif

Prioritäre Wohngemeinden, denen die Gemeinde Diekirch zugeordnet wurde, sollen vorrangig für den Wohnungsbau entwickelt werden. Der PSL schrieb daher eine zu gewährende minimale Entwicklung von 20 % innerhalb der nächsten 12 Jahre vor. Die zu realisierende Dichte sollte mindestens 25 WE/ha betragen.⁶ Um die Konzentration der Siedlungsentwicklung ernsthaft zu betreiben, wurde außerdem die Festlegung von Siedlungsschwerpunkten diskutiert. Da Diekirch einziger Siedlungsort in der Gemeinde ist, fällt diese Diskussion ohnehin aus.

Diekirch hat 2.411 Haushalte bei 6.318 Einwohnern (Statec, RP 2011). Das entspricht einer Haushaltsgröße von durchschnittlich 2,62 Personen. Ein Zuwachs von mindestens 20 % entspricht 482 Haushalten, die bei einer Dichte von 25 Ew/ha 19,28 ha in Anspruch nähmen. Nach Angaben der EP verfügt die Stadt über 29,75 ha Reserveflächen, die zur Umnutzung vorgesehene Gewerbeflächen sowie die ZAD-Flächen eingeschlossen, Baulücken und erschlossene, teilweise umgesetzte PAP ausgeklammert.⁷

3.1.3 Plan directeur sectoriel zones d'activités économiques (PSZAE) avant-projet mai 2014

In Bezug auf die Fläche auf dem Häereberg sind keine Aktivitäten hinsichtlich einer Errichtung eines Gewerbegebietes vorgesehen.⁸

3.1.4 Plan directeur sectoriel paysage (PSP) avant-projet mai 2014

Obwohl der PSP zurückgenommen wurde, sollen wesentliche Aspekte wiedergegeben werden, um landesplanerische Ziele zu berücksichtigen. Die Fläche auf dem Häereberg grenzt somit an folgenden Bereich, der als ökologisches Netz (Réseau écologique) ausgewiesen ist:

Zone prioritaire - Talhänge zwischen Ettelbruck und Bettendorf: Landwirtschaftlich genutztes Gebiet mit hohem Anteil extensiv genutzter Lebensräume. Es handelt sich um den Osthang des Goldknapp, das Plateau Seitert, die Süd- und Westhänge des Häereberg sowie Teile des Waldes bei Fridhaff.⁹

⁶Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement & Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire (2014): Plan sectoriel „Logement“ Document technique explicatif

⁷Ministère des transports & MDDI (2014): Plan sectoriel "Transport" - Document technique explicatif

⁸MDDI (2014): Plan sectoriel „Zones d'activités économiques“ - Erläuterungsbericht

⁹Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire & Ministère de l'Environnement (2014): Plan sectoriel „Paysage“ - Document technique explicatif

3.1.5 Plan directeur sectoriel lycées (PS-Lycée)

Diekirch ist ein wichtiger Schulstandort in Luxemburg. Ein Lycée classique und zwei Lycées technique befinden sich in der Stadt. Flächenrelevante Erweiterungen oder neue Lycées sind im PDS für Diekirch nicht vorgesehen.

3.1.6 Plan directeur sectoriel Décharges pour déchets inertes (PS-déchets)

Am Fridhaff befindet sich eine Hausratdeponie, welche ab 2015 für weitere Ablagen geschlossen ist. Auf dem Gebiet der Gemeinde Diekirch ist keine weitere Deponie vorgesehen.¹⁰

3.1.7 Plan directeur sectoriel stations de base pour réseaux publics de communication mobiles

Dieser PDS dient der Regelung der Standorte von Sendemasten für den Mobilfunk. In Diekirch sind insgesamt vier Sendemasten vorhanden. Eine Erheblichkeit bezüglich einer etwaigen Strahlung der Sendemasten ist auf keiner der Flächen festgestellt worden. Neue Standorte sind nicht vorgesehen.¹¹

3.2 Plan National Pour la Protection de la Nature (PNPN)

Im PNPN sind die europäischen und nationalen Naturschutzgebiete ausgewiesen, zu schützende Arten definiert sowie Handlungsziele zur Erhaltung definiert.

Auf der Fläche des Härebiargs liegt jedoch kein nationales bzw. europäisches Naturschutzgebiet.¹²

3.3 Plan National Du Developpement Durable (PNDD)

Der Bezug zum PNDD wird im Rahmen des Kapitel 6 Kumulative Auswirkungen auf die Umweltziele hergestellt.

¹⁰Ministère de l'Environnement (2003): Plan directeur sectoriel "décharges pour déchets inertes"- Document technique

¹¹MDDI (2005): Plan directeur sectoriel "Stations de base pour réseaux publics de communications mobiles" Karte Diekirch

¹²MDDI (2007): Plan national protection nature (PNPN 2007-20011)

3.4 Entwurf des Hochwasserrisikomanagementplans (HWRM-PL)

Die Gemeinde Diekirch ist aufgrund des Einzugsgebietes der Sauer in den Hochwasserrisikomanagementplan mit einbezogen worden. Da sich die Fläche Galgebiert auf einem Höhenrücken nördlich der Sauer befindet, ist die Gefahr der Überschwemmung auf der Fläche durch Hochwasser der Sauer ausgeschlossen.¹³

4. Umweltzustand und Bewertung der Schutzgüter

Die UEP dient dazu, mögliche erhebliche Umweltauswirkungen, die durch das Planungsvorhaben entstehen, zu identifizieren, zu beschreiben und zu bewerten. Hierzu sind folgende Schutzgüter definiert, welche in diesem Kapitel für die betreffende Fläche anhand der vorliegenden Daten dargestellt und hinsichtlich der Umweltauswirkungen der Planung bewertet werden.

4.1 Schutzgut Bevölkerung und Gesundheit des Menschen

Das Wohnumfeld beeinflusst die Lebensqualität, die Gesundheit sowie auch das Wohlbefinden des Einzelnen sowie auch der Bevölkerung. Unterschieden werden Beeinträchtigungen bezüglich folgender Aspekte: Wohnen, Erholung, Freizeit und Mobilität. Negative Einflüsse können z.B. in folgender Form auftreten:

- Schadstoff- und Lärmbelastungen durch Verkehr und Gewerbe,
- Geruchsintensive Einrichtungen und Aktivitäten, wie z.B. landwirtschaftliche Betriebe, Deponien oder Kläranlagen,
- Technogene Belastungen durch Hochspannungsleitungen und Antennen,
- Verlust von Flächen oder Einrichtungen mit Erholungsfunktion,

Ein weiterer Aspekt ist der Verlust identitätsstiftender Elemente in den Orten (Denkmäler, wertvolle Baustrukturen), welcher allerdings im Rahmen der Sach- und Kulturgüter behandelt wird.

Weitere Beeinträchtigungen der Gesundheit des Menschen bestehen durch das Risiko von Naturgefahren, welche im Rahmen der jeweiligen Schutzgüter (Wasser, Boden) angesprochen werden.

Verkehrsbelastungen

¹³MDDI (2014b): Hochwasserrisikomanagementplan für das Großherzogtum Luxemburg - Entwurf 22.12.2014

Während die individuelle Mobilität als positiv wahrgenommen wird, führt die daraus resultierende, hohe Verkehrsbelastung zu bedeutenden Beeinträchtigungen. Hierzu zählen sowohl gesundheitliche Belastungen durch Lärm, Abgase und Stäube als auch Verkehrsbehinderungen in Form von Staus.

Nach Aussage der EP verzeichnen die Nationalstraßen N7 - aus dem Norden kommend - und die N17 - aus dem Osten kommend - die höchsten Verkehrszahlen im Gemeindegebiet. Insgesamt fahren täglich 26.500 Fahrzeuge in die Stadt Diekirch hinein, davon 8.650 von der N7 kommend und 6.200 von der N17 kommend. Das Verkehrsaufkommen kann daher als hoch eingestuft werden, was gleich mehrere Probleme mit sich bringt:

- hohe Lärm- und Feinstaubbelastung
- Gefahr für Fußgänger
- Staus zu Stoßzeiten

Nach der EU-Richtlinie (Umgebungslärmrichtlinie), die das Ziel hat „schädliche Auswirkungen durch Umgebungslärm zu verhindern, ihnen vorzubeugen oder sie zu mindern“, sind ab einem Verkehrsaufkommen von rund 8.200 Kraftfahrzeugen am Tag strategische Lärmkarten zur Gesamtbewertung der Lärmbelastung aufzustellen. Im geoportail sind Karten zur Lärmbelastung von Gemeinden bei Tag (LDEN) und bei Nacht (LNGT) abrufbar. Die starken bis sehr starken Geräuschbelastungen durch den Straßenverkehr betreffen laut den Karten nur die N17. Für den Bereich auf dem Härebiert liegen keine Angaben zur Geräuschbelastung vor.

Aus der EP geht hervor, dass das bestehende Angebot des öffentlichen Transportes relativ gut ist, dessen Nutzung jedoch trotzdem gering.¹⁴

Um die Mobilität der Bewohner des Containerdorfes auf dem Härebiert zu gewährleisten ist vom "Département des transport" des MDDI eine Busverbindung je nach Bedürfnissen und Nachfrage vorgesehen. Dazu soll auf dem Härebiert eine Haltestelle eingerichtet werden.¹⁵

In dem Kapitel 3.2 Concept de mobilité der EP werden folgende potenzielle Maßnahmen auf nationaler, regionaler (Nordstad) und lokaler Ebene (Diekirch) erwähnt, den oben genannten Problemen entgegenzuwirken:

¹⁴ Administration communale de Diekirch / TR-Engineering: Etude préparatoire - Chap.1 Evaluation globale de la situation existante (mars 2015)

¹⁵ Mail Oliver Hames vom 28.10.2015

- Neubau einer Umgehungsstraße um Diekirch
- Neuorganisation und Förderung der ÖPNV innerhalb der Nordstad
- Optimale Abstimmung verschiedener Verkehrsmittel aufeinander

Optimierung/ Schaffung von Rad- und Fußwegen, z.B. durch das Konzept „Pro Velo Diekirch“ und Schaffung von Fahrradstellplätzen

Das Radverkehrskonzept wurde im Januar 2008 vom Trierer Büro für Mobilitätsberatung und Moderation mit folgenden Objectiven ausgearbeitet:

"Die Gemeinde Diekirch möchte mit ihrem Radverkehrskonzept „Pro Velo“ die Bedingungen für den Fahrradverkehr deutlich verbessern und das Fahrrad mittelfristig als eine echte Alternative im Alltagsverkehr etablieren. Dabei soll ein umfassendes Repertoire an Maßnahmen genutzt werden. Ein Schwerpunkt liegt zunächst in der Verbesserung der Infrastruktur zum Fahrradfahren und Parken des Rads. Dabei wird grundsätzlich eine integrative Vorgehensweise im Sinne der Förderung des gesamten Umweltverbundes mit den Bereichen öffentlicher Verkehr, Radverkehr und zu Fuß gehen angestrebt."

Laut Mitteilung durch den Service technique de la Ville de Diekirch hat die Gemeinde die Planungen größtenteils umgesetzt, soweit dies auf gemeindeeigenem Grund möglich war. Schilder und Piktogramme zur Kennzeichnung der Strecken wurden angebracht, Fahrradständer eingerichtet und Modifikationen an den Kreuzungen hinsichtlich der Markierung und der Anpassung durchgeführt. Zählungsergebnisse, welche eine Verbesserung der Nutzung des Fahrrades belegen, liegen noch nicht vor.

Die Möglichkeiten der Fahrradnutzung für die Distanz zwischen Härebierg und Stadt Diekirch ist durch die topographische Lage des Containerdorfes stark eingeschränkt, sodass sich die Mobilität im Wesentlichen auf den geplanten Einsatz einer Linie des ÖV und auf die Fortbewegung zu Fuß stützt.

Belastung durch gewerbliche Aktivitäten

Beeinträchtigungen durch Gewerbe (Staub, Lärm, Geruch) spielen für die Fläche auf dem Härebierg eine untergeordnete Rolle, da sich das in Umsetzung befindliche Gewerbegebiet Friedhaff in ca. 3 km Entfernung in westlicher Richtung zur geplanten Fläche befindet. Im Anschluss an die geplante Fläche befindet sich an der westlichen Grenze ein militärisch genutztes Gelände, von dem Geräuschemissionen ausgehen können. Offensichtlich halten die Commodopflichtigen Betriebe die gegebenen Grenzwerte ein, so dass Belastungen auszuschließen sind.

Technogene Belastungen

Eine Hochspannungsleitung durchquert das Gemeindegebiet im Nordwesten entlang der N27, hat aber keinen negativen Einfluss auf die Nutzung der Fläche auf dem Herrenberg.

Innerhalb des Gemeindegebietes sind 5 Funkmasten errichtet. Davon befinden sich drei im Bereich des Militärgeländes.¹⁶

Die Liste der Commodo-Betriebe kann im Anhang O des Umweltberichts für den PAG der Gemeinde Diekirch eingesehen werden.

Beeinträchtigungen der zu untersuchenden Fläche durch die Funkmasten oder Hochspannungsleitungen sind nicht bekannt.

Beeinträchtigungen durch Gerüche

Das Abwasser des CAMP DPI wird in der in der Kläranlage Bleesbrück des SIDEN klärt.¹⁷ Bleesbrück liegt außerhalb des Gemeindegebietes, sodass Beeinträchtigungen durch Gerüche in der Gemeinde nicht zu erwarten sind.

Auf dem Härebierg sind keine landwirtschaftlichen Betriebe angesiedelt.

Daher ist nicht mit Beeinträchtigungen der menschlichen Gesundheit zu rechnen.

¹⁶Entnommen aus der Karte erstellt durch das Institut luxembourgeois de Régulation (I.L.R., ohne Datum).

¹⁷ Administration des bâtiments publics: Réunion am 16.10.2015

Auswirkungen durch Einrichtungen für Freizeit und Naherholung

Die Naherholung bildet einen wesentlichen Aspekt der Lebensqualität. Einrichtungen für Freizeit und Erholung sind deshalb wichtige Bestandteile einer qualitativ hochwertig ausgestatteten Gemeinde. Zu diesen Einrichtungen zählen z.B. Sportanlagen, Sporthallen, Kletteranlagen, Skateparks etc. und eine abwechslungsreiche und leicht zugängliche natürliche Umgebung (Hügel, Wald, freie Feldflur, Streuobstwiesen etc.). Letztere sind auch für die Fauna wichtig und bieten deshalb ein weiteres Erlebnispotenzial für eine Erholung suchende Bevölkerung.

Innerhalb der Ortschaften sind Erholungs- bzw. Freizeitinfrastrukturen wichtig für ein gesundes Gemeindeleben. Die Nutzung gemeindeeigener Freizeiteinrichtungen ist dabei an eine Genehmigung durch die Gemeinde gebunden.

Folgende Freizeiteinrichtungen sind laut EP und Webseite der Stadt Diekirch in der Gemeinde vorhanden:

- Kulturzentrum „Al Seeërei“
- Sporthalle
- Multisportanlage
- Hallenbad
- Außen-Tennisanlage
- Kino
- Kanuverleih etc.¹⁸

Zudem bietet die Altstadt Diekirch sowohl Touristen als auch Anwohnern mit ihren zahlreichen Restaurants und Cafés Möglichkeiten zur Erholung.

Einen hohen Erholungswert bietet die Gemeinde in der Natur durch die abwechslungsreiche Landschaft, bestehend aus dem Sauerland und den bewaldeten Plateaulagen inklusive Streuobstwiesen. Die Gemeinde Diekirch ist mit mehreren Fahrradwegen ausgestattet, u.a. dem PC16, sowie Wander- und Spazierwegen, die sich u.a. im direkten Anschluss an die geplante Fläche oder in fußläufiger Entfernung befinden. Im Wald „Seitert“, nördlich des Stadtgebietes ist ein Fitness-parcours eingerichtet, welcher über einen Wanderweg auch vom Häreberg aus erreichbar ist.

¹⁸ Syndicat d'Initiative et de Tourisme de la ville de Diekirch: <http://tourisme.diekirch.lu/fr/loisirs/sports/>

In wenigen Metern Entfernung zum CAMP DPI mit Aussicht in Richtung Blesbrèck befindet sich ein Grillplatz mit Schutzhütte, der ebenfalls für Freizeitaktivitäten genutzt werden kann.



Abbildung 1: Grillplatz auf dem Galgebiërg

Quelle: Eigene Darstellung ESI 2015

Erheblich negative Auswirkungen der geplanten Fläche auf die Freizeit- und Naherholungseinrichtungen sind nicht zu erwarten, auch wenn eine erhöhte Nutzung der sportlichen Einrichtungen denkbar ist.

4.2 Schutzgut Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt

Schutzgebiete

Laut EP befinden sich weder auf, noch nahe der geplanten Fläche weder nationale noch internationale Schutzgebiete. Das nächstgelegene Naturgebiet ist das LU0001006 „Vallées de la Sûre, de la Wiltz et du Lellgerbaach“, welches sich etwa 1,2 km westlich, innerhalb des Gemeindegebietes von Erpeldange, befindet.¹⁹

Die Nutzung der Fläche auf dem Härebiërg hat demnach keinen Einfluss auf nationale oder internationale Schutzgebiete und deren biologische Vielfalt.

¹⁹ emwelt.geoportail.lu: Schutzgebiete, Internationale Schutzgebiete, Natura 2000, Habitats Natura 2000 Vogel-schutzgebiete Natura 2000; Nationale Schutzgebiete, Schutzgebiete, Naturschutzgebiete (DIG) - 2009

Flächennutzung und Vegetation allgemein

Laubwälder dominieren deutlich gegenüber Nadelwäldern und bedecken insbesondere die steilen Hanglagen wie etwa diejenigen südlich der geplanten Fläche.

Demnach befindet sich eine der 5 **bewaldete Zonen** der Gemeinde nahe der geplanten Fläche auf dem Härebiereg: die nordöstlich der Stadt gelegenen Wälder in den Fluren unter dem Bel-flesschen, Naelcheswee und Härebiereg²⁰

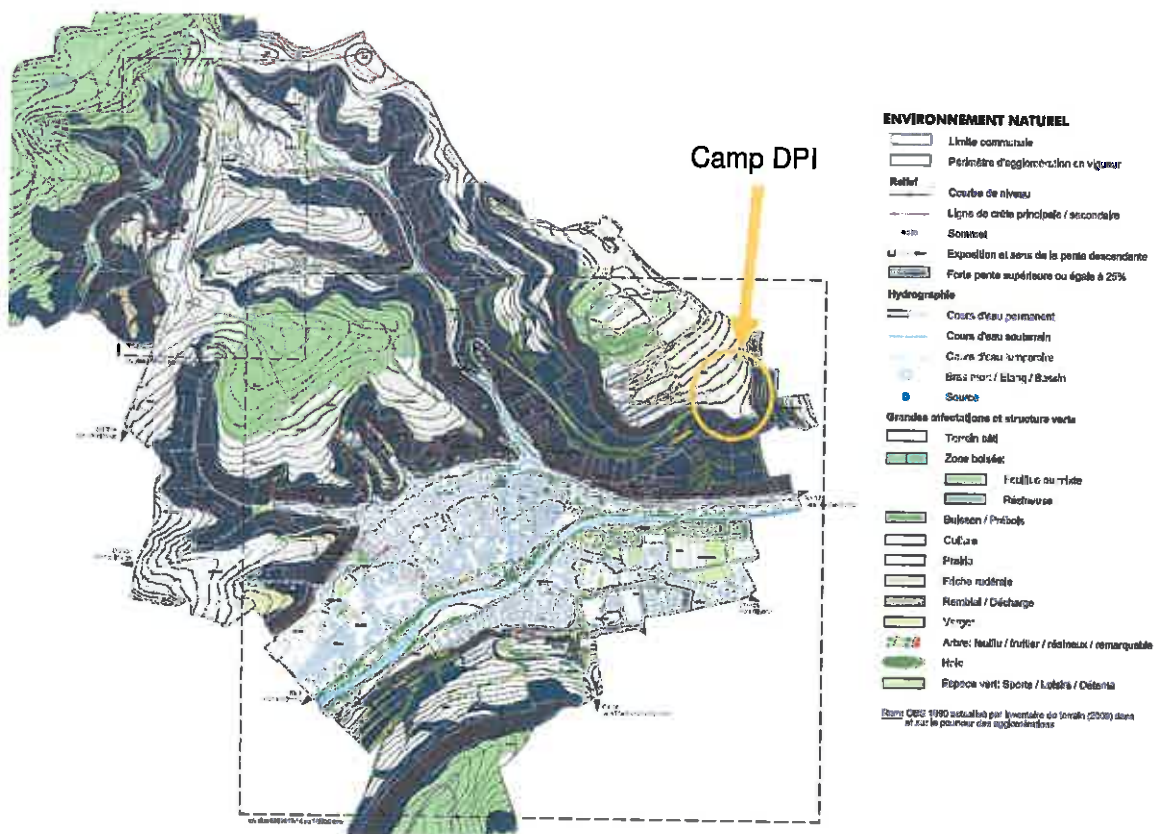


Abbildung 2: Auszug aus dem Plan E061 017 13 Environnement Naturel, Stand 01.11.2009

Quelle: TR-Engineering/ Planet +, Eigene Darstellung ESI auf Basis des Plans E061 017 13

Die geplante Fläche auf dem Härebiereg (siehe orange Markierung in der obigen Abbildung) ist jedoch als Wiese kartiert. Nordwestlich der Parzellengrenze befindet sich eine Ackerfläche, im Norden und im Südosten grenzen jeweils Bereiche der bewaldeten Zone - bestehend aus

²⁰Administration communale de Diekirch / TR-Engineering: Etude préparatoire - Chap.1 Evaluation globale de la situation existante (mars 2015)

Laub bzw. Mischwald - an die Parzelle an. Fotoaufnahmen einer Begehung des Standortes vom 20.10.2015 stützen die Ergebnisse der vorhandenen Daten und zeigen die aktuell vorhandenen Vegetationsstrukturen. Aus den Aufnahmen geht hervor, dass es sich bei Einzelbäumen entlang des Feldweges südlich der Fläche um die Arten Walnuss, Feldahorn und verschiedene Sorten von Obstbäumen handelt.

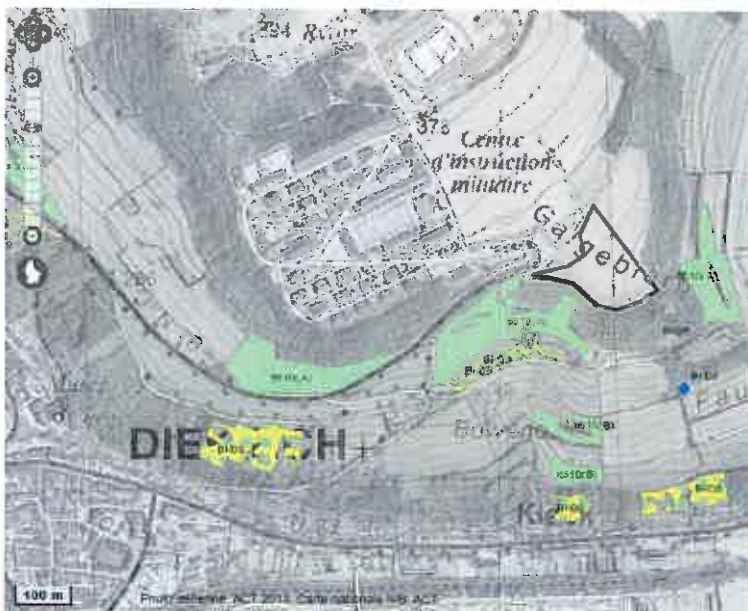
Negative Auswirkungen sind nicht zu erwarten, da keine Bäume oder Hecken entfernt werden.

Biotope

Außenkartierung (Offenland)

Im südlichen Bereich der geplanten Fläche - in den Hanglagen und auf den Plateaus - gibt es einige Artikel 17 geschützte, im Offenlandbiotopkataster eingetragene Streuobstwiesen, Kalkmagerasen und magere Flachland-Mähwiesen. Eine Beeinträchtigung kann hier nicht ausgeschlossen werden, da ein Fußweg an den geschützten Biotopen vorbei führt. Da der Fußweg die kürzeste Verbindung vom Häreberg zur Stadt Diekirch darstellt, ist mit einer erhöhten Frequentierung des Monteé du Herrenberg zu rechnen.

Dies kann sich negativ auf die Qualität der bisher eher ungestörten Biotope auswirken



Legende





-  Fläche DPI
-  6410 - Prairies à Molinia
-  BK09 - Vergers à haute tige
-  BK05 - Sources

Abbildung 3: Auszug aus dem Offenlandbiotopkataster auf emwelt.geoportail.lu

Quelle: Eigene Darstellung ESI auf Basis von emwelt.geoportail.lu, Zugriff am 22.10.2015

Innenkartierung (innerhalb des Perimeters)

Die nach Artikel 17 des Naturschutzgesetzes geschützten Biotop innerhalb des Baumperimeters sind dem Ausschnitt aus dem Plan "Servitutesenvironnementales", erstellt durch TR-Engineering/Planet+ und verändert durch ESI in Anhang G zu entnehmen.

Gemäß Karte handelt es sich bei dem östlich und südlich umgebenden Grüngürtel um einen Art. 17 geschützten Laubwald, der durch die Planungen der Fläche nicht beeinträchtigt werden darf.

Da sich die Installationen zwar auf die Wiesenfläche beziehen, der Grüngürtel jedoch direkt daran anschließt, sind menschliche Aktivitäten in der unmittelbaren Umgebung nicht ausgeschlossen.

Biotopbilanzierung

Um die Teilflächen, die ihre natürlichen Funktionen mit der Umnutzung der Fläche nicht mehr aufrechterhalten können, auszugleichen, bedarf es einer Biotopbilanzierung.

Im Folgenden werden die Biotop aufgeführt, die auf der Fläche betroffen sind.

Durch die Nutzung der landwirtschaftlichen Fläche als Intensivwiese gehört die Fläche im Sinne der Biotopbilanzierung dem Biotop "Intensivwiese" an. Zur Einschätzung der Feinbewertung werden die Eindrücke und Fotos der Vor-Ort Begehung verarbeitet. Im westlichen Bereich der Fläche zeigt sich ein großes Vorkommen des Großen Sauerampfers (*Rumex acetosella*). Diese Pflanze kommt auf Standorten nährstoffreicher, lehmiger Böden vor²¹. Aufgrund dieser Information beläuft sich die Feinbewertung auf den Faktor x 7,5 (Grünland frischer bis nasser Standorte: stark beeinträchtigt (Düngung, Nutzungsintensivierung, Über-/Unterbeweidung Ablagerungen, Tritt-/Fahrschäden, Ein-/Nachsaat, Drainage, Aufforstung))

²¹Spektrum Akademischer Verlag (2005): Rothmaler Exkursionsflora von Deutschland, Gefäßpflanzen: Grundband, 19. Auflage



Biotopbewertung IST-Zustand (vor Umsetzung der Planung)					
Biotop-typen-Nr.	Biototyp	Beschreibung	Flächen-größe [m²]	Grundwert (Feinbe-wertung)	Biotopwert
3.5.4.	Intensivwiese	stark beeinträchtigt (Dün-gung, Nutzungsintensivie-rung, Über-/Unterbeweidung Ablage-rungen, Tritt-/Fahrschäden, Ein-/Nachsaat, Drainage, Aufforstung)	20860	7,5	156450
total					156450
Vorläufige Biotopbewertung (nach Umsetzung der Planungen)					
6.2.	Verkehrsanlagen und Plätze				
6.2.1.	Straße/Weg/Platz versiegelt	Container	3270	1	3270
6.2.1.	Straße/Weg/Platz versiegelt	Asphalt	2010	1	2010
6.2.2.	Straße/Weg/Platz versiegelt	Betonpflaster	203	1	203
	Straße/Weg/Platz gepflastert (Pflaste-rung ohne Fugen-versiegelung), ge-schottert, teilbefes-tigt	Offen verlegter Pflaster für Stellplätze	332	4	1328
	Straße/Weg/Platz gepflastert (Pflas-terung ohne Fugen-versiegelung), ge-schottert, teilbefes-tigt	Rasengitter	136	6	816

1.4	Stillgewässer				
1.4.9.	offene Wasser- rückhaltebecken (naturnah)	Retentionsbecken südlich der Fläche	99,20 m ³	18	1786
4.4	Baumreihen, Baumgruppen, Einzelbäume und Streuobstbestände				
4.4.1.	Einzelbaum, ein- heimisch, standort- gerecht, Obstbaum	Ergänzen der Baumreihe südlich der Fläche um 10 weitere einheimische, standortgerechte Einzel- bäume	10 Stück	18	180
total					9593
Saldo Biotop IST-Zustand und nach Umsetzung Planungen*					146857

*Die Flächen der Zone verdure sind nicht einberechnet.

Eine Teilkompensierung erfolgt durch die Vervollständigung der Baumreihe entlang des Weges südlich der Fläche mit insgesamt 10 einheimischen, standortgerechten Laubbäumen. Weiterhin ist auf der Fläche im südlichen Bereich ein naturnah gestaltetes Retentionsbecken geplant.

Zwischen den Containerblöcken sowie teilweise um die Blöcke herum entsteht eine Zone verdure. Diese Flächen tragen ebenfalls zur Kompensation bei.

Zu berücksichtigen ist, dass die Umnutzung auf einen Zeitraum von ca. fünf Jahren begrenzt ist, sodass nach Entsiegelung der Flächen eine Renaturierung vorgenommen werden kann.

Außerdem sind die Planungen noch als provisorisch anzusehen, sodass es zu Änderungen kommen kann. Daher ist keine abschließende Biotopbilanzierung möglich.

Fauna

Zur Einschätzung der vorkommenden geschützten Fauna in Diekirch stehen zum einen die Gutachten von drei Experten zur Verfügung. Zum anderen stellt das MNHN Daten für die Gemeinde Diekirch bereit, aus denen das Vorkommen aller weiteren geschützten, aber nicht durch Experten abgedeckten Arten hervorgeht.

Fledermäuse

Das Gutachterbüro ProChirop kommt in seiner Stellungnahme zu der geplanten Fläche auf dem Härebieregg zu folgender Einschätzung:

"Die Ackerfläche selbst hat keine essenzielle Bedeutung für die Fledermauspopulationen. Von Bedeutung ist der umlaufende Grüngürtel, der als Leitlinie und auch Jagdhabitat dient. In Basendorf befindet sich eine ca. 300-köpfige Wochenstubenkolonie des Großen Mausohrs (*Myotisotis*), die diesen Grüngürtel als essenzielle Leitlinie nutzt. Dabei kann sowohl die westliche wie die östliche Seite des Grünkorridors diese Funktion erfüllen.

Beeinträchtigungen der ökologischen Funktionen der Leitlinie sind deshalb zu vermeiden.

Vermeidungs- und Ausgleichsmaßnahmen

Um die Funktionen des Grüngürtels zu erhalten, sollte ein Abstand von mindestens 20m eingehalten werden, der von einer Bebauung frei zu halten ist. Auch dürfen keine Beleuchtungskörper so angebracht werden, dass sie diesen Korridor nachts beleuchten. Mausohren reagieren sehr empfindlich auf Licht und würden sonst vergrämt werden. Im gesamten Planungsbereich sollten insektenfreundliche Beleuchtungskörper genutzt werden (ohne UV Licht) und unter bestmöglicher Abschirmung der Leuchtkörper nach oben.

Zum Ausgleich für Eingriffe in die Leitlinienfunktion sollte die an der südlichen Grenze der Planfläche die vorhandene Baumreihe auf der gesamten Länge durch weitere Anpflanzungen optimiert und verdichtet werden.

Im Falle einer Rückführung des Geländes sollte ein Renaturierungskonzept unter Berücksichtigung der Fledermausfauna erarbeitet werden.²²

Vögel

Bezüglich der in der Gemeinde Diekirch vorliegenden Daten zur Avifauna, kommt die Centrale ornithologique (COL) zu folgender Aussage:

"Das der COL vorliegende geplante Projektgebiet wurde auf dessen Einfluss auf die Avifauna abgeschätzt. Dabei fällt auf, dass für besagtes Gebiet keine ornithologischen Daten vorliegen. Die Einschätzung der Centrale ornithologique bezieht sich also komplett auf die vorhandenen

²²ProChirop (2015): Fledermauskundliche Stellungnahme zur POS Fläche „Galgebierg“ in der Gemeinde Diekirch

Habitate und deren Eignung für die Avifauna. Da es sich bei dem Planareal um eine große, landwirtschaftlich genutzte und strukturarme Fläche handelt, dürfte sie für die meisten Arten nur von geringem Wert sein. Lediglich für die beiden Milanarten und einige Arten der Feldflur (Feldlerche, Wachtel, etc.) stellt diese Fläche ein potentielles Nahrungs- und/oder Bruthabitat dar.

Dementsprechend spricht die COL sich nicht gegen eine Nutzung des besagten Planareals aus, sofern die bestehenden Randstrukturen (Baumreihe entlang des Feldweges an der südlichen Grenze) und angrenzenden, waldähnlichen Strukturen (die fast das gesamte Areal des „Galgebierg umschließen) erhalten bleiben. Jegliche direkte oder indirekte Störung der umliegenden strukturreichen Bereiche sollte vermieden werden. Die bis dato eher störungsarme Situation in diesem Bereich sollte möglichst erhalten bleiben.“²³

Wildkatze

Aus dem Gutachten der Wildkatze für den PAG Diekirch geht Folgendes hervor:

"Observations du Chat sauvage dans les alentours de la limite du PAG de la Ville de Diekirch

Il n'existe pas d'observations récentes du Chat sauvage dans les alentours de la limite de l'agglomération projetée selon le nouveau PAG de la Ville de Diekirch, la plus récente datant de 1992 (Tableau 1, Schéma 1)."

Tableau 1: Observations du Chat sauvage dans les alentours de la zone du PAG de la Ville de Diekirch.

Lieu	Coordonnées	Date	Qualité de l'observation	Source
-	carré kilométrique 079_103	1992	réponse questionnaire	Moes 2009

Corridors forestiers

La zone concernée par le nouveau PAG ne fait pas partie d'un corridor forestier selon la carte des corridors forestiers de SICONA-Westen/Biologische Station SICONA 2005 (mise à jour 2013). La zone centrale du corridor le plus proche se trouve à ca. 460 m au sud de la limite du PAG (Forêt Haard, Schéma 1).

²³COL (2015): Analyse der avifaunistischen Daten in Bezug zum Planareal „Galgebierg“ in der Gemeinde Diekirch

"Conclusions

Vu leur localisation et en conclusion de ce qui précède les surfaces [...], D46, [...] selon le plan E122332-01 du 3.2.2014 (TR-Engineering) sont compatibles avec la conservation du Chat sauvage et de sa population."²⁴

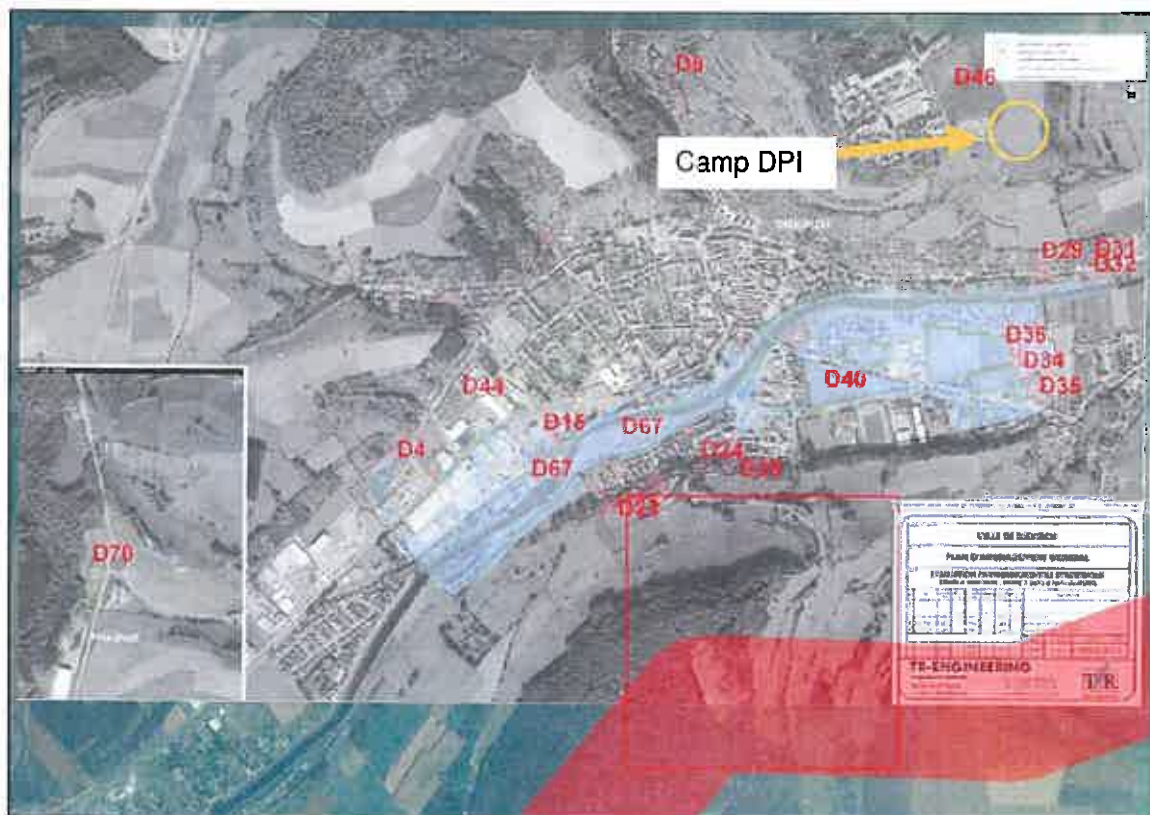


Schéma 1: Observations du Chat sauvage les plus proches de la zone du PAG de la Ville de Diekirch, carré = observation de 1992. Corridors forestiers selon SICONA-Westen/Biologische Station SICONA 2005 (mise à jour 2013).
 Fond de carte © Ministère de l'Environnement 2007.

Abbildung 4: Korridor und Sichtung der Wildkatze in Diekirch

Quelle: Eigene Darstellung ESI auf Basis Gutachten zur Wildkatze)

Demnach bestehen auch durch die temporäre Umnutzung der Fläche auf dem Härebierg keine Beeinträchtigungen des Lebensraumes oder der Population der Wildkatzen.

²⁴Avis Chat sauvage (Felissilvestris) (Geodata 19 mai 2014)

Weitere geschützte Tierarten

Um die Betroffenheit integral geschützter Arten in der Gemeinde zu überprüfen, werden die Daten des MNHN hinsichtlich der festgestellten Standorte der Arten ausgewertet. Dabei gehen nur diejenigen Arten in die Überprüfung ein, die nicht bereits durch die Experten abgedeckt wurden.

Für die Gemeinde Diekirch sind mit Ausnahme von Vögeln, Fledermäusen und Wildkatze folgende Arten mit Nachweis des Standortes im Datensatz des Museums enthalten: Amphibien: Teichfrosch (*Rana esculenta*), Grasfrosch (*Rana temporaria*), Kammolch (*Triturus cristatus*); Säugetiere: Baummarder (*Martes martes*), Europäischer Iltis (*Mustelaputorius*); Barbe (*Barbus barbus*), Groppe (*Cottus gobio*), Atlantischer Lachs (*Salmo salar*), Europäische Äsche (*Thymallus thymallus*), Mauereidechse (*Podacris muralis*).²⁵

Anzumerken ist dabei, dass die Museumsdaten nicht trennscharf an den Gemeindegrenzen in jeweilige Gemeindegebiete eingeteilt sind. Da jedes Tier seinen artspezifischen Bewegungsradius hat, der von wenigen hundert Metern bis hin zu mehreren Kilometern reichen kann, sind auch Daten aus den angrenzenden Nachbargemeinden enthalten. Zudem ist das Vorkommen einer Art an einem Standort stark abhängig von biotischen und abiotischen Faktoren. Auf der nachfolgenden Karte sind nur diejenigen Standorte von Arten aufgeführt, welche aufgrund der relativen Entfernung zur Fläche auf dem Härebiert noch am ehesten von einer Umnutzung betroffen sein könnten. Eingezeichnet sind jeweils die ungefähren luftlinienbezogenen Entfernungen der Artnachweise zur Fläche.



Abbildung 5: Distanz weiterer geschützter Arten zur Fläche, (Eigene Darstellung ESI auf Basis der MNHN-Daten (1994-2014))

Beim Grasfrosch kann eine Beeinträchtigung durch die Umnutzung der Fläche auf dem Häreberg nahezu ausgeschlossen werden, da seine Fortpflanzungsstätte Feuchtbiotope erfordert, die in der näheren Umgebung der geplanten Fläche nicht vorliegen. Die Entfernung des Nachweises zur Fläche beträgt ca. 2,3 km.

"Die Landlebensräume können bis zu 800 m vom Laichgewässer entfernt sein und sind durch ein Mindestmaß an Feuchtigkeit und Deckung (krautig-grasige Vegetation) geprägt."²⁶

Der geringe Bewegungsradius mit "bis zu 800 m vom Laichgewässer entfernt" lässt darauf schließen, dass der Grasfrosch in seinem Lebensraum nicht durch eine Umnutzung der Fläche eingeschränkt wird.

Der Baummarder zeigt laut MDDI "eine starke Bindung an Waldgebiete. Dabei bevorzugt er Fichten- und Tannenwälder [...]. Auch dichte Hecken und Buschland werden genutzt. [...] Unter-

²⁶MDDI (2014a): Geschützte Arten - Amphibien

schiedliche Untersuchungen ergaben beim Rüden Reviergrößen von 150-2.500 ha und bei der Fähe von 150-730 ha.²⁷

Ausgehend von diesen Informationen kann eine Beeinträchtigung der Art durch das Camp DPI nicht gänzlich ausgeschlossen werden.

"Der Iltis nutzt vor allem abwechslungsreiche und gut strukturierte Landschaften. Bevorzugt werden Bereiche in denen sich Feuchtgebiete mit kleineren Wäldern und landwirtschaftlich genutzten Flächen mosaikartig abwechseln. [...] Im Durchschnitt sind die Reviere etwa 10 ha groß. Männliche Iltisse nutzen größere Reviere als weibliche."²⁸

Aufgrund dieser Informationen kann auch hier eine Beeinträchtigung der Art nicht mit Sicherheit ausgeschlossen werden.

Insgesamt betrachtet, sind die Auswirkungen auf das Schutzgut als mittelgradig zu werten.

²⁷MDDI (2014b): Geschützte Arten - Säugetiere - Raubtiere

²⁸MDDI (2014c): Geschützte Arten - Säugetiere - Raubtiere

4.3 Schutzgut Boden

Geologie und Pedologie

Die geplante Fläche gehört noch zum Ösling-Vorland, grenzt aber an das südlich gelegene Gutland an. Im Bereich der Fläche auf dem Härebiert steht Muschelkalkstein aus der Zeit des Oberen Muschelkalks an.

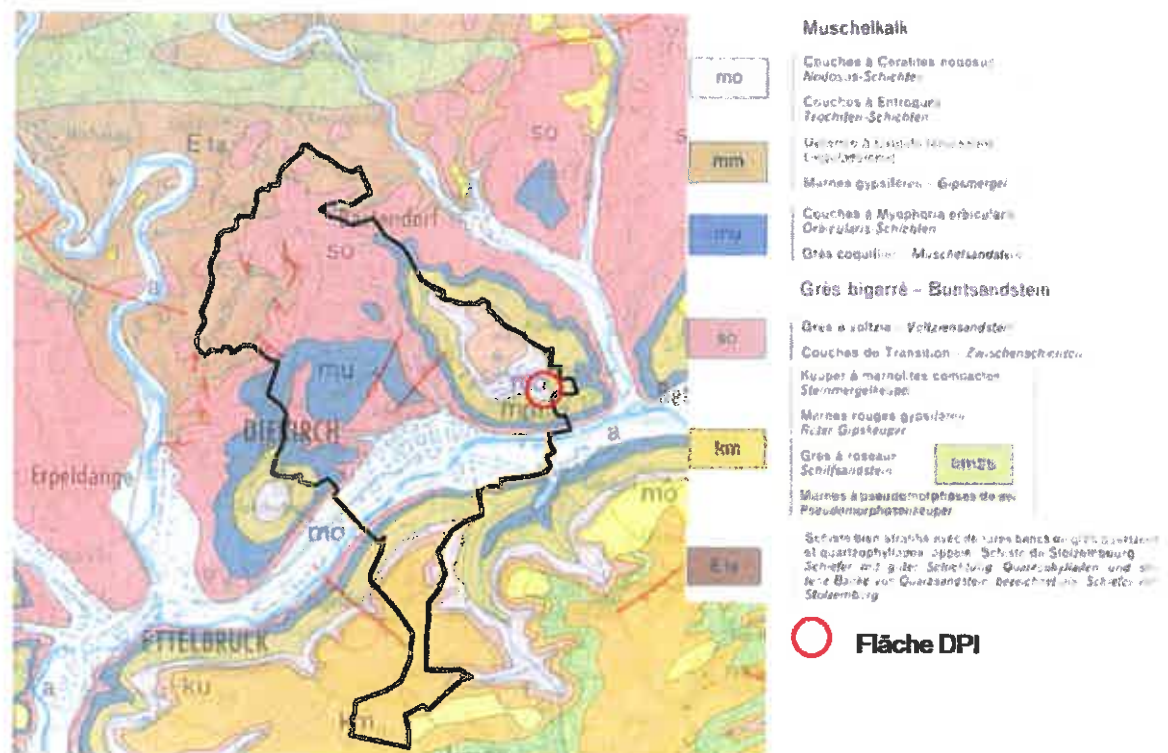


Abbildung 6: Auszug aus der allgemeinen geologischen Karte Luxemburg (Ministère des Travauxpublic, 1992, in Etude préparatoire, section 1

Quelle: Eigene Darstellung ESI auf Basis der allg. geol. Karte

Die Böden in der Gemeinde Diekirch sind aus landwirtschaftlicher Sicht von mittlerer bis guter Qualität, mit relativ hohem Nährstoffgehalt und geringem Grundwassereinfluss.²⁹

²⁹ Administration communale de Diekirch / TR-Engineering: Etude préparatoire - Chap.1 Evaluation globale de la situation existante (mars 2015)

Relief und Hangneigung

Die geomorphologischen Parameter Relief und Hangneigung sind bei der Errichtung von Gebäuden von Bedeutung, da sie je nach Ausprägung Einschränkungen oder Risiken für die Nutzung des Geländes bedeuten können.

Aus der nachfolgenden Karte geht hervor, dass Hangneigung im Bereich der geplanten Fläche hinsichtlich einer Containerbebauung unkritisch ist. Die geringen Reliefunterschiede werden mittels Terrassierung behoben, sodass die notwendige Stabilität der Container auf den untergelagerten Betonplatten gewährleistet wird.³⁰

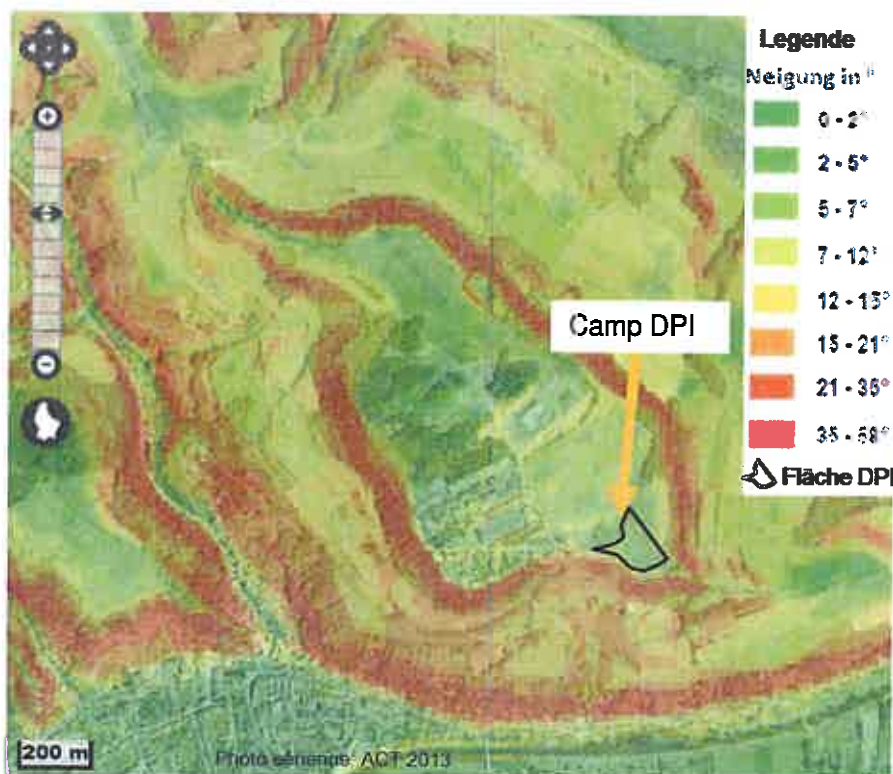


Abbildung 7: Hangneigung im Bereich der Fläche DPI

Quelle: Eigene Darstellung ESI auf Basis von map.geoportal.lu)

Die von WPW Geo.lux erstellte geotechnische Studie liefert bezüglich der Reliefeigenschaften der Fläche folgende Angaben:

³⁰Hames, O (2015): Réunion Administration des bâtiments publics am 16.10.2015

"Das Areal liegt gemäß der vorliegenden Vermessung [2]³¹ im Norden auf einem Höhengniveau von ca. 346 mNN. In Richtung Südost fällt das Baugelände auf Höhengniveaus von ca. 335 mNN ab. Der Höhenunterschied im Untersuchungsgebiet beträgt somit ca. 11 m."³²

Bodenerosion

Unter Bodenerosion versteht man die Abtragung von Bodenmaterial durch Wind und Wasser, im Wesentlichen beeinflusst durch die Bodennutzung und -bearbeitung im Zusammenspiel mit geomorphologischen Gegebenheiten wie z. B. dem Relief.

Im geotechnischen Bericht heißt es in Bezug auf Bodenerosion:

"Aufgrund der Entfernung und Tiefenlage des nächsten Vorfluters ist zudem durch diesen nicht von einer negativen Beeinträchtigung der Baumaßnahme auszugehen. Da das Baugelände innerhalb eines leicht abfallenden Hanges liegt, kann nicht ausgeschlossen werden, dass sich zumindest temporär nach starken Regenereignissen Wasser hangabwärts bewegen und den geplanten Baugruben sowie den späteren Gebäuden zuströmen. Im Bauzustand ist das anfallende Sicker- bzw. Schichtwasser sowie anfallendes Niederschlagswasser mittels Drainagen zu fassen."³³

Altlasten

Um einen Altlastenverdacht oder tatsächlich belastete Flächen bzw bereits sanierte Flächen zu vermerken, bestehen für die Gemeinde Diekirch zwei Unterscheidung zum aktuellen Stand der betroffenen Flächen, welche nachfolgend definiert sind:

"Le cadastre des sites potentiellement contaminés (SPC)

Sites pour lesquels l'Administration de l'environnement dispose d'informations relatives à une utilisation historique du site suite à laquelle une contamination du sol ne peut pas être exclue. Une entrée comme SPC ne veut pas nécessairement dire que le site est pollué. [...]

³¹Projekt „Terrain „Herrenberg“ à Diekirch – Projet DPI2“, Vermessungsplan, erstellt durch Büro BEST-TOPO, 2 rue des sapins, L-2513 Senningerberg, Maßstab M 1:500 vom 22.09.2015

³²WPW Geo-Lux S.A.R.L.(2015): Geotechnischer Bericht - Structured'urgencepourréfugies à Diekirch - Bewertung allgemeine Bebaubarkeit

³³ WPW Geo-Lux S.A.R.L.(2015): Geotechnischer Bericht - Structured'urgencepourréfugies à Diekirch - Bewertung allgemeine Bebaubarkeit

Le cadastre des sites contaminés ou assainis (SCA)

Ce cadastre reprend tous les sites pour lesquels l'Administration de l'environnement dispose d'une étude analytique qui définit les concentrations en polluants dans le sol. Il informe donc sur le réel état de contamination (ou non-contamination du site) et contient également des informations en relation avec d'éventuels assainissements qui ont eu lieu." ³⁴

Aus der Karte von TR-Engineering wird deutlich, dass sich keiner der Altlastenverdachtsstandorte oder tatsächlich belasteten bzw. bereits sanierten Flächen auf der Fläche des Härebiertal oder in der unmittelbaren Umgebung befindet.

Die Liste der Flächen aus dem Kataster der Umweltverwaltung ist einsehbar in Anhang P des externen Dokuments " Strategische Umweltprüfung des PAG-Projektes der Gemeinde 2. Teil: Umweltbericht für Diekirch

Daher sind negative Beeinträchtigungen durch Altlasten auf der Fläche nicht zu erwarten.

Insgesamt werden die Auswirkungen auf das Schutzgut als nicht erheblich eingestuft.

4.4 Schutzgut Wasser

Das Schutzgut Wasser umfasst verschiedene Arten von Wasser, die auf unterschiedliche Art und Weise Menschen, Tieren und Pflanzen dienen können, aber auch Gefahren mit sich bringen können.

Fließgewässer und deren Zustand

Die Fläche auf dem Härebiertal wird von keinem Gewässer durchlaufen und grenzt auch an keines an. Das nächstgelegene Fließgewässer ist die Sauer südlich der geplanten Fläche.³⁵

Grundwasser

Die geotechnische Studie macht folgende Aussage zum Wasserstand auf der geplanten Fläche: "Aufgrund der Höhendifferenz zwischen dem Vorfluter und dem Baugelände ist von keiner Auswirkung auf den Wasserstand im Baugelände auszugehen."³⁶

³⁴aus Extrait des cadastre des sites potentiellement contaminés et des sites contaminés ou assainis (30.07.2014)

³⁵eau.geoportail.lu: Gewässer, Gewässernetz, Primäre Gewässer - 2011; Sekundäres Gewässer - 2011; Temporär fließende Bäche - 2011

Eine negative Beeinträchtigung der Sauer durch die Überplanung der Fläche ist im Hinblick auf die nachfolgend im Punkt "Abwasser" dargestellte Situation nicht zu erwarten.

Oberflächenwasser

Oberflächenwasser, welches sich durch die Versiegelung von Bereichen auf der Fläche des Camp DPI am tiefsten Punkt des Geländes sammelt, wird über ein Rohr zum südlich der Fläche gelegenen Retentionsbecken geleitet. Dort kann das gesammelte Wasser versickern. Eine Ableitung des Oberflächenwassers in Richtung Süden in die Sauer verhindert eine Überschwemmung des Retentionsbeckens bei großen Wassermengen z.B. bei Starkregenfällen, wenn eine rechtzeitige Versickerung durch Übersättigung des Bodens nicht mehr gewährleistet werden kann. Der folgende Ausschnitt aus dem Plan provisoire zeigt den geplanten Verlauf des Oberflächenwassers, welches im Retentionsbecken zwischengespeichert wird und bei Bedarf letztendlich in die Sauer eingeleitet wird.

³⁶ WPW Geo-Lux S.A.R.L.(2015): Geotechnischer Bericht - Structured'urgencepouurréfugies à Diekirch - Bewertung allgemeine Bebaubarkeit

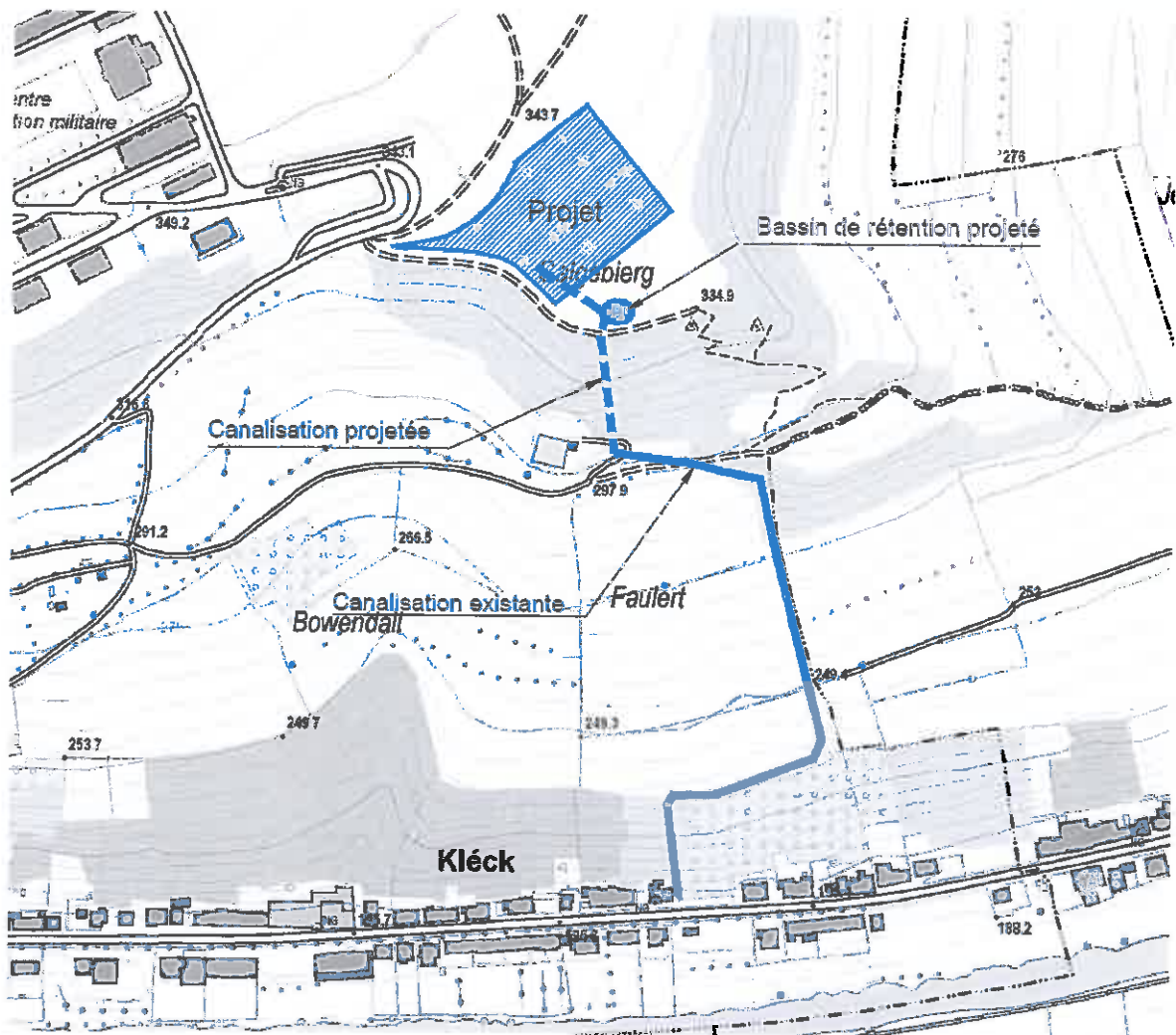


Abbildung 8: Oberflächenwasserentsorgung des Camp DPI

Quelle: Ausschnitt aus Plan provisoire "Camp DPI" Schroeder & Associés, 09.11.2015

Hochwasserrisiko

Für die Fläche auf dem Härebjerg besteht kein Hochwasserrisiko, da die Fläche auf einem Höhenrücken liegt und der Höhenunterschied zwischen Sauer auf einem Niveau von ca. 187 m ü. N.N. und dem tiefsten Punkt der Fläche auf ca. 331m ü.N.N.³⁷

³⁷ Ablesung Höhenmeter ü. N.N. im general.geoportail.lu

Stillgewässer

Auf dem geplanten Gelände und in der näheren Umgebung sind keine Stillgewässer vorhanden.³⁸

Trinkwasser

Die Fläche auf dem Häreberg gehört laut nachfolgender - vom Ingenieurbüro TR-Engineering erstellten Servitutenkarte - zum Trinkwasserschutzgebiet II.³⁹

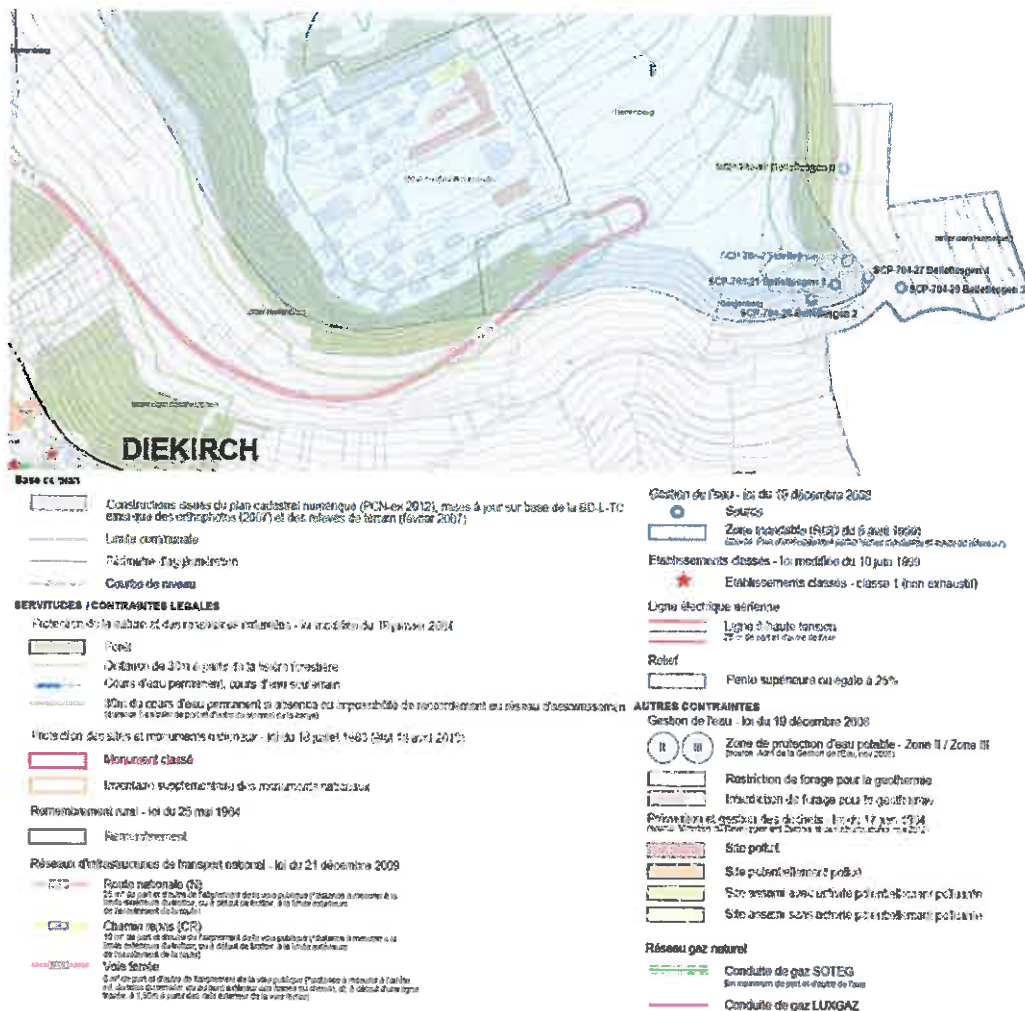


Abbildung 9: Ausschnitt Servitutenkarte

Quelle: Eigene Darstellung ESI auf Basis Servitutenkarte TR-Engineering

³⁸ ACT (o.J.) : map.geoportail.lu, Carte national N/B, Topografische Karte 1:20.000

³⁹ TR-Engineering/ Planet + (2013): Auszug aus Plan E061017-07 Servitudes et autres contraintes

Wie eine temporäre Bebauung einer Fläche in der Trinkwasserschutzzone II im Hinblick auf die Beeinträchtigung des Schutzgebietes einzuschätzen ist, bedarf einer Klärung mit der Administration de la gestion de l'eau (AGE). Eventuell können Auflagen erforderlich werden. Hierzu sind die Vorgaben des "Règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine" zubeachten.

Aus dem Plan provisoire "Camp DPI" (Schroeder & Associés, 09.11.2015) geht hervor, dass die Trinkwasserversorgung von Nordwesten her über eine Wasserleitung gesichert wird, welche an das lokale Wasserversorgungsnetz des Härebiertal angeschlossen wird. Dieser fördert das Trinkwasser aus eigenen Bohrungen und verfügt über größere Wasserreserven, so dass die Trinkwasserversorgung keinen Konflikt mit dem Planungsvorhaben darstellt.

Insgesamt werden die Auswirkungen auf das Schutzgut als nicht erheblich eingestuft.

Abwasserbehandlung

Auch die Abwassersituation hat S-Consult untersucht:

„Die Stadt Diekirch verfügt seit Ende der 90er Jahre über ein Kanalkataster, das in regelmäßigen Abständen aktualisiert wird. Gegenwärtig befindet sich die Generalentwässerungsplanung der Stadt in Überarbeitung. [...]

Bestehende und geplante Abwasseranlagen

Die in der Stadt Diekirch anfallenden Abwässer werden über einen parallel zur Sauer verlaufenden Sammler zur Kläranlage Bleesbruck gefördert und dort behandelt. [...] Das bestehende Kanalnetz der Ortslage „Diekirch“ erstreckt sich über eine Länge von ca. 42 km. Die Gemeinde entwässert gegenwärtig hauptsächlich im Mischsystem. Lediglich das neuere Erschließungsgebiet „In Bedigen“ und das Kasernengelände „Haerebiertal“ sowie einige einzelne Häuser entwässern im Trennsystem [...].

Das anfallende Regenwasser aus dem Kasernengelände "Haerebiertal" wird in einem Regenrückhaltebecken zwischengespeichert und gedrosselt in Richtung Sauer geleitet.“⁴⁰

⁴⁰S-Consult (2013): ASSISTANCE A L'ETUDE PREPARATOIRE RELATIVE A
LA REVISION DU PAG DE LA VILLE DE DIEKIRCH Volets Assainissement et eau potable

Für die Umsetzung der Anschlüsse des Regen- und Abwassers des Containerdorfes an die Regen- und Abwasserentsorgung der Stadt parallel zur Sauer hat die Administration des bâtiments publics bereits mit dem zuständigen Förster Kontakt aufgenommen.

Die geplante Verbindung des Containerdorfes zum vorhandenen Abwassernetz ist im Plan provisoire (Schroeder & Associés, 09.11.2015) dargestellt. Sie führt von der südlichen Ecke des Camp DPI in Richtung Retentionsbecken und bekommt dort einen Anschluss in Richtung Süden zum bestehenden Abwassernetz der Stadt Diekirch. Von dort aus fließen die Abwässer nach Bleesbruck und werden dort in der Kläranlage wieder aufbereitet.

Die Kläranlage Bleesbrück erfährt zur Zeit Vergrößerungs- und Modernisierungsmaßnahmen, da sie in ihrem derzeitigen Zustand keine adäquate Reinigungsleistung erreichen kann. Die modernisierte Anlage wird voraussichtlich 2016 vollständig betriebsfähig sein.⁴¹

⁴¹ Siden/MDDI (2015): Grundsteinlegung der interkommunalen Kläranlage Bleesbrück

4.5 SchutzgutKlimaund Luft

Regionalklima

Laut der Publikation „Territoiresécologiques du Luxembourg - Domaines et secteursécologiques“ aus dem Jahre 2003, gehört die geplante Fläche zum Ösling Vorland, liegt jedoch dicht an der Grenze zur Wuchsregion Alzette-Attert-Mittelsauertal.⁴² Die mittlere Jahrestemperatur im Ösling Vorland liegen bei 8 bis 9 °C im Jahr, bzw. 14 bis 15 °C in den Monaten Mai bis September, und die Niederschläge liegen bei 800 bis 950 mm bzw. bei 320 bis 380 mm von Mai bis September. Damit gehört die Fläche einem etwas kühleren und feuchteren Klima an, als die Hochflächen südlich der Sauer.

Lokalklima und Luftqualität

Der Auszug aus der Klimafunktionskarte-Teil Nord (2004) zeigt, dass die geplante Fläche dem Freilandklima zuzuordnen ist. Laut Legende bedeutet die Einteilung der Fläche in dieses Klimatopfolgendes:"die Tagesgänge von Strahlung, Temperatur und Feuchte sind stark ausgeprägt. Es herrschen Windoffenheit und eine intensive nächtliche Kalt- bzw. Frischluftproduktion."

Durch den umgebenden Grüngürtel sind die steilen Hangbereiche südlich und östlich der Fläche dem Waldklima zuzuordnen. "Strahlungs- und Temperaturschwankungen sind im Vergleich zum Freiland stark gedämpft, die Luftfeuchtigkeit ist erhöht. Im Stammraum herrschen Windruhe und relative Luftreinheit."

Die militärische genutzte Fläche im Westen des zukünftigen Camps DPI weist Gewerbe- und Industrieklima auf. Das sind laut Karte "Gebiete miterhöhter Schadstoff- und Abwärmelastung. Flächeneversiegelung führt zu Aufheizungen, das Windfeld wird verändert, der Luftaustausch reduziert, zum Teil belastendes Bioklima."

Durch die Umnutzung der Fläche sind keine erheblichen Auswirkungen auf das Lokalklima und Regionalklima zu erwarten, da es sich lediglich um eine relativ kleine Fläche handelt, die nur zu einem geringen Teil asphaltiert wird.

⁴²Administration des Eaux et Forêts du Grand-Duché de Luxembourg, Service de l'Aménagement des Bois et de l'Economie Forestière (2003): Territoires écologiques du Luxembourg - domaines et secteurs écologiques

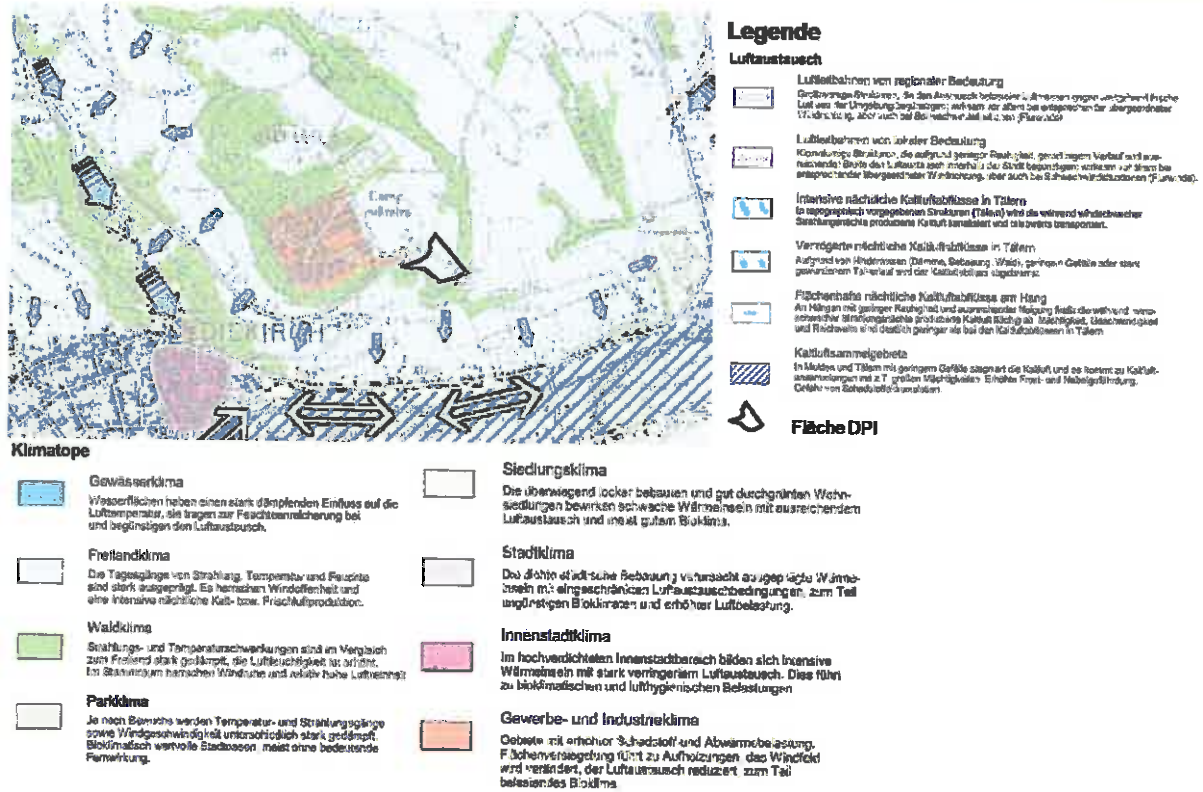


Abbildung 10: Ausschnitt aus der Klimafunktionskarte Nord

Quelle: MEV 2004

4.6 Schutzgut Landschaft

Landschaftsbild

Das geplante Containerdorf entsteht im unteren Hangbereich des Plateaus des Härebiargs. Durch den bereits bestehenden Waldsaum an der südlichen Grenze der Fläche lässt sich die temporäre Bebauung gut in das Landschaftsbild integrieren.⁴³ Aufgrund der geringen Höhe der Container sind keine Konflikte hinsichtlich des Landschaftsbildes zu erwarten.

Stadtbild

Das Stadtbild wird von der Umnutzung der Fläche nicht beeinflusst, da sich die temporäre Bebauung außerhalb des Siedlungskörpers von Diekirch befindet.⁴⁴

⁴³ Ortsbegehung am 20.10.2015

⁴⁴ vgl. ebd.

4.7 Schutzgut Kultur- und Sachgüter

Der Mensch benötigt Identifikationspunkte, um sich an einem Ort heimisch oder wohl zu fühlen. Die Identität eines Ortes bildet folglich einen wichtigen Faktor der Lebensqualität. Im Bereich alter Kulturlandschaften sind für die Beschreibung des Schutzgutes Mensch folgende zwei Aspekte relevant, identitätsstiftende und identitätsstörende Merkmale.

Laut EP für den PAG Diekirch zählt das Militärgelände Härebiert als einziges in der näheren Umgebung als identitätsstiftendes Element.⁴⁵

Geschützte Objekte

In der „Liste des immeubles et objets bénéficiant d'une protection nationale“ (état au 1^{er} octobre 2014)⁴⁶ sind keine Gebäude oder Objekte aufgeführt, die sich auf oder in unmittelbarer Nähe zur geplanten Fläche befinden.

Des Weiterensind auch keine "arbres remarquables" laut "liste des arbres subventionnables dans le cadre du rgd du 18 mars 2008 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel" auf der Fläche oder in der näheren Umgebung vorhanden.

Aufgrund dieser Datenbasis sind keine negativen Auswirkungen durch die Planung auf dieses Schutzgut sichtbar.

Archäologische Stätten⁴⁷

Die archäologischen Stätten innerhalb der Gemeinde Diekirch sind durch das CNRA (Centre national de recherche archéologique) in Form einer Karte ausgewiesen. Die Karte unterscheidet zwischen „Terrains avec des vestiges archéologiques inscrits à l'inventaire supplémentaire, classés monument national ou en cours de classement“, „Terrains avec des vestiges archéologiques connus“ und „Terrains avec potentialité archéologique“. Die geplante Fläche auf dem Härebiert zählt demnach zu einer Fläche, auf der archäologische Überreste bekannt sind.

Laut telefonischer Mitteilung des CNRA sind im Zuge der Flächenumnutzung lediglich Sondagen durch ein geeignetes Ingenieurbüro notwendig. Diese werden zeitnah durchgeführt, damit die Umsetzung der weiteren Planungen fristgerecht erfolgen kann.

⁴⁵ Administration communale de Diekirch / TR-Engineering: Etude préparatoire - Chap.1 Evaluation globale de la situation existante (mars 2015)

⁴⁶ Internetseite des SSMN http://www.ssmn.public.lu/publications/Liste_actualis_des_objets_class_s.pdf

⁴⁷ Quelle: CNRA (2014): Zones archéologiques Fournis pour la Commune Diekirch

Auf dieses Schutzgut sind insgesamt keine erheblichen Auswirkungen zu erwarten.

5. Umwelterheblichkeitsprüfung

5.1 Fläche Galgenberg

Die Fläche auf dem Härebiert mit dem Flurnamen Galgebiert befindet sich nördlich der Stadt Diekirch im südöstlich exponierten Bereich des Plateaus nahe dem Militärgelände.

Die Errichtung eines Containerdorfs ist im südlichen Bereich der Parzelle mit der Parzellennummer 2657/8807 geplant und dient als mittelfristige Erstaufnahmeeinrichtung für Flüchtlinge. Der für die temporäre Bebauung von der Administration des bâtiments publics angegebene Bereich beträgt 20860 m² (Mail Hames, O. am 09.11.2015).

Auf der Fläche entstehen laut Plan des Architekturbüros Metaformauf terrasiertem Untergrund drei Blöcke, die sich aus Containern in Modulbauweise zusammensetzen. Die Blöcke A und C bestehen aus voneinander abgetrennten Räumen und dienen der Unterbringung der Bewohner. Der mittlere Block B ist zur allgemeinen Versorgung vorgesehen und enthält gemeinsam nutzbare Räume wie Essensraum, Kinderspielzimmer, Waschküche etc.

5.2 Wirkungsanalyse und Erheblichkeitsprüfung

In der vorliegenden UEP wird lediglich eine Fläche auf Umwelterheblichkeit untersucht.

Flurname	Kataster- nummer(n)	aktuelle Flächennut- zung	PAG en POS viguer	Größe (in m ²)	Umwelt- erheblich- keit
Galgebiert	2657/8807	Grünland	Secteur agricole	BEP 20.860	nein

Die Umweltauswirkungen, welche sich auf die Bauphase zur Errichtung des Containerdorfs beschränken, werden in den Bewertungen der Wirkungs- und Erheblichkeitsmatrix nicht betrachtet, da es sich um kurzzeitige Auswirkungen handelt.

Die Wirkungsanalyse und die Erheblichkeitsprüfung wurden mit den Arbeitshilfen des MDDI erstellt, die zusammen mit dem Leitfaden der SUP zur Verfügung gestellt wurden.

Die Ergebnisse der Analysen sind im Anhang A dargestellt.

6. Kumulative Auswirkungen auf die Umweltziele

Im Leitfaden zur SUP heißt es auf Seite 18: „die zentralen Umweltziele ergeben sich zum Teil aus internationalen Richtlinien und Vorgaben (mit * gekennzeichnet). Weitere Umweltziele wurden aus den Zielsetzungen der nationalen Nachhaltigkeitsstrategie (Vorprojekt PNDD 2009) abgeleitet. Jedes dieser Ziele bezieht sich in unterschiedlicher Intensität jeweils auf eines oder mehrere der Schutzgüter, welche berücksichtigt werden sollten.“

Ziel 01 Reduktion der Treibhausgasemissionen um 20% bis 2020

Treibhausgase werden vorwiegend bei der Verbrennung fossiler Brennstoffe freigesetzt. Der Verkehr, private Haushalte sowie die Industrie und die Landwirtschaft stellen die Hauptemittenten dar.

Die Gemeinde Diekirch ist von wichtigen Verkehrswegen umgeben und deshalb diversen verkehrsbedingten Emissionen ausgesetzt.

Die Planungen des Camp DPI haben einen positiven Effekt auf die Annäherung an das Ziel. Durch die Einrichtung einer Buslinie mit Haltestelle abgestimmt auf den Bedarf der Bewohner des Containerdorfes wird der ÖV gefördert. Mit der neuen Haltestelle auf dem Häreberg könnten darüber hinaus Berufstätige, die auf dem Häreberg arbeiten, dieses Transportmittel nutzen, um die Verkehrsbelastung insgesamt in Diekirch zu senken.

Ziel 02 Nationalen Bodenverbrauch stabilisieren auf 1 ha/Tag bis spätestens 2020

Es handelt sich um ein Handlungsziel innerhalb des übergeordneten Qualitätsziels „Natürliche Ressourcen: Schutz der biologischen Vielfalt, Erhaltung und nachhaltige Bewirtschaftung der natürlichen Ressourcen“.

Der Bodenverbrauch für die Errichtung der Erstaufnahmeeinrichtung beläuft sich auf 5951 m² da lediglich die Zugangswege zu den Containern im Sinne der Sicherheit für Rettungs- und Löschfahrzeuge für den Zeitraum des Bestehens durch Asphalt befestigt werden.

Das Projekt trägt zur Stabilisierung des Bodenverbrauchs bei, da die Wege zwischen den Containern mit Rasengittersteinen befestigt werden sollen. Darüber hinaus können die ökologischen Funktionen des Bodens wie z.B. die Filter- und Speicherfunktion von Wasser weitgehend erhalten bleiben. Damit trägt die Planung auch zur Erreichung des Ziels 03 bei.

Über den Bodenverbrauch vor Ort hinaus wird bei der Umsetzung des Projektes eine Minimierung der Erdaushubmassen angestrebt. Durch die Nutzung des Erdaushubs zur Modellierung des Geländes wird weiterem Bodenverbrauch für die Ablagerung auf Deponien andernorts ent-

gegengewirkt und trägt somit ebenfalls zu einem nachhaltigen Umgang mit dem Schutzgut Boden bei und leistet einen Beitrag zum Ziel 02.

Ziel 03 Guter Zustand der Grund- und Oberflächengewässer bis 2015

Die Zielsetzung basiert auf der EU-Wasserrahmenrichtlinie (2000/60/EG). Sie zielt auf einen guten Zustand des Grund- und Oberflächenwassers.

In diesem Zusammenhang ist das Bemühen der Planungsverantwortlichen nach einem möglichst geringen Bodenverbrauch zu nennen, da dieser maßgeblich zu einer guten Qualität des Grundwassers beiträgt.

Da die Flächen insgesamt auf dem Härenbiereg im Gegensatz zum Großteil der Gemeinde über ein getrenntes Abwassersystem verfügen und die Planung zwei Anschlüsse für die Entwässerung des Oberflächenwassers und des Abwassers in getrennte Systeme vorsieht, trägt die Planung zur Erreichung des Umweltziels 03 bei. Grund- und Oberflächengewässer - in diesem Fall die Sauer - werden durch das getrennte System nicht zusätzlich belastet.

Ziel 04 Stopp des Verlustes an biologischer Vielfalt

Der europäische Rat hat im Jahr 2001 auf dem EU-Gipfeltreffen in Göteborg das Ziel formuliert, den Verlust an biologischer Vielfalt zu stoppen. Dieses Ziel wurde im Folgejahr auf der Weltgipfel-Konferenz für nachhaltige Entwicklung in Johannesburg bestätigt.

Es ist eng mit dem Ziel 05 verknüpft, da ein guter Erhaltungszustand der Lebensräume im Wesentlichen zur Verhinderung des Verlustes an biologischer Vielfalt beiträgt.

Um den guten Erhaltungszustand der zu schützenden Lebensräume und Arten zu erreichen, wurden auf nationaler Ebene Aktionspläne u.a. für die nach Anhang 4 der FFH-Richtlinie geschützten Tier- und Pflanzenarten erstellt bzw. befinden sich zum Teil noch in der Ausarbeitung. Für die hier relevanten Tierarten sind noch keine Aktionspläne verfügbar.

Da im Rahmen der Umnutzung Maßnahmen zur Verbesserung des bestehenden Lebensraumes (Grüngürtel südlich und östlich der Fläche) empfohlen werden, wird hier ein positiver Beitrag zur Erreichung des Umweltziels 04 geleistet. Ein negativer Beitrag durch den Verlust von Ackerfläche, der für feldflurbewohnende Vögel von Bedeutung ist, relativiert den positiven Beitrag zum Umweltziel, sodass der Beitrag im Ganzen betrachtet als neutral anzusehen ist. Der negative Aspekt lässt sich ebenso auf das folgende Ziel beziehen, da sie in enger Wechselwirkung zueinander stehen können.



Ziel 05 Bewahrung eines guten Erhaltungszustandes der zu schützenden Lebensräume und Arten der FFH- und EU-Vogelschutzrichtlinie

Die Zielsetzung bezieht sich auf die Einhaltung der FFH-Richtlinie (Richtlinie 92/43/EG zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen, geändert durch die Richtlinie 97/62/EG und Verordnung Nr. 1882/2003) sowie die EU-Vogelschutzrichtlinie (Richtlinie 79/409/EG geändert durch Richtlinie 97/49/EG und Verordnung Nr. 807/2003) und steht im engen Zusammenhang mit dem Ziel 04.

Von dem Vorhaben sind keine FFH- oder Vogelschutzgebiete betroffen, sodass die Planungen sich neutral auf die Erreichung des Zieles verhalten.

Ziel 06 Kein Überschreiten der Grenzwerte für Stickstoffdioxide und Feinstaubpartikel

Die Grenzwerte zur Luftreinheit beziehen sich auf die EU-Luftqualitätsrichtlinie (Richtlinie 1999/30/EG des Rates vom 22. April 1999 über Grenzwerte für Schwefeldioxid, Stickstoffdioxid und Stickstoffoxide, Partikel und Blei in der Luft). Für die Messung von Stickstoffdioxid und von Feinstaub (PM₁₀, PM_{2,5}) stehen im Land Luxemburg vier bzw. drei Messstationen zur Verfügung, jedoch befindet sich keine in der Gemeinde Diekirch oder in der näheren Umgebung. In der EP wird im vorliegenden Bearbeitungsstand auch nicht auf Luftverschmutzung eingegangen. Somit sind keine vergleichbaren Daten verfügbar.

Durch die geplante Anbindung des Härebiertg an den ÖV wird einer verstärkten Nutzung des MIV entgegengewirkt. Dieses Vorhaben unterstützt somit die Erreichung des Ziels 06 und des Ziels 08.

Ziel 07 Verringerung der Lärmbelastung in der Gesamtbilanz

Die EU-Umgebungslärmrichtlinie (Richtlinie 2002/49/EG vom 25.06.2002 über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm) hatte in einer ersten Phase Ballungsräume mit mehr als 250.000 Einwohnern, Hauptverkehrsstraßen mit einem jährlichen Verkehrsaufkommen von mehr als 6 Millionen Fahrzeugen, Haupteisenbahnstrecken mit über 60.000 Zügen pro Jahr und Großflughäfen im Fokus. Diese Merkmale treffen auf Diekirch nicht zu.

In einer zweiten Phase werden so genannte strategische Lärmkarten aufgestellt für Gemeinden mit mehr als 100.000 Einwohnern, Straßen mit mehr als 3 Mio. Fahrzeugbewegungen pro Jahr und Bahnlinien mit über 30.000 Bewegungen im Jahr.

Dadurch, dass das Vorhaben keine erhebliche Verstärkung des MIV mit sich bringt, ist weder eine Verringerung, noch eine Erhöhung der Lärmbelastung in der Gesamtbilanz zu erwarten.

Durch den Wohncharakter der Containersiedlung sind auch keine anderweitigen Lärmbelastungen wahrscheinlich.

Ziel 08 Verbesserung des Modal Split zwischen ÖV und MIV auf 25/75

Diese Ziel dient dazu, den Anteil des öffentlichen Verkehrs am Gesamtverkehrsaufkommen (Modal Split) zur Reduzierung der verkehrsbedingten Umweltbelastungen bis zum Jahr 2020 auf 25% zu steigern und wird im „Programme Directeur“ erklärt.

Aufgrund der geplanten Busverbindung zum Transport der Bewohner des Containerdorfes trägt die Planung zur Erreichung des Ziels 08 bei. Zusätzlich zur Mobilisierung der Bewohner können Berufstätige auf dem Häreberg die alternative Transportmöglichkeit zum eigenen Auto nutzen, um zur Arbeit und zurück in die Stadt zu gelangen. Somit hat die Planung einen zusätzlichen Mehrwert für die Erreichung des Ziels.

Ziel 09 Kein weiterer Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- oder Sachgüter

Diese Zielsetzung geht aus der nationalen Nachhaltigkeitsstrategie (PNDD, 2010) hervor. Die Fläche enthält - wie in Kapitel 3.1.4 dargestellt - laut Plan directeur sectorielpaysage (PSP) avant-projet mai 2014 keine hochwertigen Landschaften, lediglich die angrenzenden Hänge sind davon betroffen.

Kulturgüter, die in Form archäologischer Überreste im Boden vorhanden sind, werden vor der Umsetzung der Baumaßnahmen gegebenenfalls gesichert, sodass die Planungen dem Ziel 09 nicht entgegenstehen.

7. Schlussfolgerung

Das Projekt "Camp DPI" in der Gemeinde Diekirch, wurde der ersten Phase der Strategischen Umweltprüfung - der UEP - unterzogen. Im Rahmen dieser Prüfung hat sich heraus gestellt, dass für keines der Schutzgüter erhebliche Auswirkungen zu erwarten sind.

Bezüglich des Schutzgutes Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt sind von den Fledermaus-expertin Maßnahmen zur Verbesserung der Leitlinienfunktion von Fledermäusen angegeben. Die Baumreihe südlich der Fläche sollte mit einheimischen Einzelbäumen vervollständigt werden.

Desweiteren sollen im gesamten Planungsbereich insektenfreundliche Beleuchtungskörper genutzt werden (ohne UV Licht) und unter bestmöglicher Abschirmung der Leuchtkörper nach oben.

Die in der Biotopbilanzierung genannten Maßnahmen (Anpflanzung von zehn einheimischen, standortgerechten Laubbäumen und die naturnahe Anlage des Retentionsbeckens) sind im Sinne von Kompensationsmaßnahmen zu berücksichtigen.

Die erforderlichen Sondagen im Rahmen der eventuellen Sicherung archäologischer Funde werden vor Baubeginn abgeschlossen, um erhebliche Auswirkungen auf das Schutzgut Kultur- und Sachgüter zu vermeiden.

Aufgrund nicht zu erwartender hoher Auswirkungen der Planung auf die Schutzgüter kann aus umweltplanerischer Sicht auf die Durchführung der zweiten SUP-Phase mit der Anfertigung eines Umweltberichts verzichtet werden.

Letztendlich liegt die Entscheidung über eine zweite Phase der Strategischen Umweltprüfung jedoch beim Ministère de l'Environnement.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'aménagement
du territoire

Affaire suivie par : Bob Wealer

Madame Carole Dieschbourg,
Ministre de l'Environnement
4, place de l'Europe
L- 1499 Luxembourg

Luxembourg, le 13 novembre 2015

Objet: Demande d'avis pour une dérogation de l'obligation d'évaluation environnementale dans le cadre du projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch »

Madame la Ministre,

Dans le cadre de l'élaboration du projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch », mes services ont procédé à une évaluation sommaire des incidences environnementales. Celle-ci conclut qu'aucune incidence notable n'est à attendre lors de la mise en œuvre du plan susmentionné.

Je vous prie de me faire parvenir votre avis sur les documents joints conformément aux articles 2(3) et 6(3) de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Je vous prie de croire, Madame la Ministre, en l'expression de mes salutations les plus distinguées.

Le Ministre du Développement
durable et des Infrastructures

François Bausch

Annexes:

- **Projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch »**
- **Evaluation sommaire des incidences environnementales.**



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement

Luxembourg, le

17 NOV. 2015

Monsieur François Bausch
Ministre du Développement durable et
des Infrastructures

L-2946 Luxembourg

N/Réf: 16NOV15000405
Dossier suivi par Philippe Peters
Tél : 2478 6827
Email : philippe.peters@mev.etat.lu

Concerne : Plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch » - loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

Monsieur le Ministre,

Je me réfère à votre courrier du 13 novembre 2015 dans le contexte du dossier émarginé. Compte tenu des documents soumis et des analyses faites par le bureau d'études, j'estime que des incidences notables sur l'environnement dans le sens de la loi du 22 mai relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ne sont pas prévisibles à travers la mise en œuvre du projet et que par conséquent celui-ci ne nécessite pas une analyse plus approfondie dans le cadre d'un rapport sur les incidences environnementales. Les mesures d'atténuation décrites par le bureau d'études sont à prendre en compte lors de la mise en œuvre du projet.

Concernant l'appréciation du bureau d'études en relation avec la protection des ressources en eau destinée à la consommation humaine, il est à retenir que la situation a évolué par rapport à celle décrite dans le document soumis pour avis. A l'heure actuelle, aucune zone de protection conformément à l'article 44 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau n'est délimitée. Les captages de source autour desquels les zones de protection dites "provisoires" ont été délimitées et visualisées dans les rapports en question ne sont et ne seront plus utilisés en vue d'un approvisionnement en eau potable.

Bureaux :
4, Place de L'Europe
L-1499 Luxembourg

Tél : (+352) 247-86824
Fax : (+352) 400410

Adresse postale
L-2918 Luxembourg

Ceci étant donné leur emplacement géologiquement défavorable. Une version actualisée de ces zones de protection provisoires est disponible sur le site internet <http://eau.geoportail.lu/>. Cependant, la mise en place de mesures de protection des eaux souterraines reste de vigueur (interdiction de l'altération des conditions physiques ou chimiques des eaux souterraines par introduction de substances solides, liquides ou gazeuses polluées, polluantes ou susceptibles de polluer conformément à l'article 22 de la loi précitée). Cet aspect est à considérer lors de la planification détaillée des infrastructures.

Finalement, je me permets de vous rappeler que conformément aux dispositions de l'article 2.7 de la prédite loi la décision de ne pas réaliser une évaluation environnementale ainsi que les raisons qui auront abouti à cette conclusion devront faire l'objet d'une publicité adéquate.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement



Camille Gira
Secrétaire d'Etat

Copies pour information : Ministère de l'Intérieur, Administration de la nature et des forêts, Administration de l'environnement, Administration de la gestion de l'eau

Avis officiel

Il est porté à la connaissance du public que dans le cadre du projet de plan d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale sur le territoire de la commune de Diekirch, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a décidé, Madame la Ministre de l'Environnement entendue en son avis, de ne pas réaliser une évaluation environnementale.

En effet, le projet de plan d'occupation du sol n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Toutefois, afin de s'assurer qu'aucune incidence notable n'est à attendre, Monsieur le Ministre a procédé à une évaluation sommaire des incidences environnementales qui conclut que – sous réserve de quelques critères d'aménagement – aucune incidence notable n'est à attendre et que l'élaboration d'un rapport sur les incidences environnementales n'est de ce fait pas nécessaire.

La décision de Monsieur le Ministre, l'avis de Madame la Ministre de l'Environnement ainsi que l'évaluation sommaire des incidences environnementales peuvent être consultées dans le cadre de l'enquête publique du projet de plan d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale sur le territoire de la commune de Diekirch.

Les intéressés peuvent en prendre connaissance sur le site internet du Département de l'aménagement du territoire www.dat.public.lu.

De plus, la décision du Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses compétences sera également annexée au plan pré-mentionné qui sera soumis à enquête publique à partir du 20 novembre 2015.

La décision de ne pas procéder à une évaluation environnementale stratégique peut faire l'objet d'un recours en annulation qui doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours de la présente publication, conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Publié par le ministère du Développement durable et des Infrastructures-Département de l'aménagement du territoire.



FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Avant-projet de règlement grand-ducal du XXX déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Diekirch
Ministère initiateur :	Ministère du Développement durable et des Infrastructures (département de l'Aménagement du territoire).
Auteur(s) :	Renée Hostert.
Téléphone :	247-86931
Courriel :	renee.hostert@mat.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Il s'agit de prévoir l'élaboration d'un règlement grand-ducal déclarant obligatoire un plan d'occupation.
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)(s)	<ul style="list-style-type: none">• Haut-Commissariat à la protection nationale• Ministère de la Famille et de l'Intégration et à la Grande RégionOLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration)• Ministère des Affaires étrangères et européennesDirection de l'ImmigrationArmée• Ministère du Développement durable et des InfrastructuresDépartement de l'EnvironnementDépartement des Travaux publicsAdministration des Bâtiments Publics• Ministère de la Sécurité intérieurePolice grand-ducale• Ministère de l'IntérieurDirection des Affaires communalesDirection de l'Aménagement communal et du Développement urbainDirection du Service de contrôle de la comptabilité des communes• Les administrations communales de Diekirch, Junglinster, Mamer et Steinfort



Date :

2/12/2015



Mieux légiférer

1 Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : Oui Non

Si oui, laquelle / lesquelles : les observations écrites des intéressés /les avis des communes territorialement concernées sur lesdites observations + les avis des communes sur le projet de plan en tant que tel

Remarques / Observations : l'enquête publique étant encore en cours, nul avis, ni observation ne nous est encore parvenus

2 Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales :

Oui Non

- Citoyens :

Oui Non

- Administrations :

Oui Non

3 Le principe « Think small first » est-il respecté ?
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?) Oui Non N.a. ¹

Remarques / Observations : N.a.

¹ N.a. : non applicable.

4 Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui Non

Remarques / Observations : N.a.

5 Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui Non

Remarques / Observations : N.a.



6 Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)

Oui Non

Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ?
(nombre de destinataires x
coût administratif par destinataire)

N.a.

² Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

³ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7 a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?

Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴ ?

Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

⁴ Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

8 Le projet prévoit-il :

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.

9 Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?

Oui Non N.a.

Si oui, laquelle :

10 En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?

Oui Non N.a.



Sinon, pourquoi ?

/

11

Le projet contribue-t-il en général à une :

a) simplification administrative, et/ou à une

Oui Non

b) amélioration de la qualité réglementaire ?

Oui Non

Remarques / Observations : N.a.

N.a.

12

Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ?

Oui Non N.a.

13

Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)

Oui Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

N.a.

14

Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?

Oui Non N.a.

Si oui, lequel ?

N.a.

Remarques / Observations : N.a.

N.a.



Egalité des chances

15

Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

N.a.

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez pourquoi :

N.a.

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

N.a.

16

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.

Si oui, expliquez
de quelle manière :

N.a.

Directive « services »

17

Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁵ Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

18

Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)